



Résultats détaillés du 1^{er} semestre 2019

26 Juillet 2019

TABLE DES MATIERES

CONSIDERATIONS PROSPECTIVES	3
PARTIE 1 : COMPTES CONSOLIDES	4
Comptes de résultat trimestriels et semestriels intermédiaires consolidés non audités au 30 juin 2019 et 2018.....	4
Etats du résultat global intermédiaires consolidés non audités pour les périodes closes au 30 juin 2019 et 2018	6
Etats de situation financière consolidés non audités au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018.....	7
Tableaux de flux de trésorerie intermédiaires consolidés non audités pour les périodes closes au 30 juin 2019 et 2018	8
Variations des capitaux propres consolidés non audités pour les périodes closes au 30 juin 2019 et 2018.....	9
Notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires non audités	10
PARTIE 2 : REVUE OPERATIONNELLE ET FINANCIERE	23

CONSIDERATIONS PROSPECTIVES

Ce document comprend des considérations prospectives. Ces considérations sont fondées sur la vision de la direction du Groupe et sur des hypothèses faites quant à la réalisation d'évènements futurs.

Ces considérations prospectives sont dépendantes de risques, d'incertitudes et d'hypothèses qui concernent notamment :

- Les effets négatifs potentiels sur notre liquidité ou notre résultat d'exploitation ;
- L'impact du contexte économique incertain ainsi que la volatilité des prix du gaz et du pétrole ;
- Les risques sociaux, politiques et économiques, ainsi que les autres risques liés aux opérations de CGG ;
- La capacité à intégrer avec succès les activités ou les actifs acquis par CGG ;
- La dépréciation des écarts d'acquisition sur notre bilan ;
- La capacité à vendre nos données de la librairie multi-clients ;
- L'exposition au risque de marché des changes et aux risques liés aux instruments financiers et de capitaux propres ;
- La capacité de financer les opérations dans des conditions satisfaisantes ;
- La part de la production interne dans le résultat des opérations ;
- Le développement et l'acceptation des nouveaux équipements et services de CGG ;
- Les difficultés et coûts engendrés par la protection des droits de propriété intellectuelle et l'exposition au risque de plaintes d'autres opérateurs ;
- La capacité d'attirer et de retenir des employés qualifiés ;
- L'exposition au risque de contrepartie ;
- Les risques opérationnels courants et notre capacité à avoir les assurances adéquates ;
- Les liquidités du Groupe et ses perspectives ;
- Le niveau de dépenses de l'industrie du pétrole et du gaz et les fluctuations de la demande pour les services et équipements sismiques ;
- La possibilité pour nos clients de mettre fin ou de reporter de façon unilatérale certains des contrats en carnet de commande;
- Les effets de la concurrence ;
- Le niveau important des coûts fixes, quel que soit le niveau d'activité de l'entreprise ;
- L'aspect saisonnier de nos revenus ;
- Les coûts de conformité ou de responsabilité liés aux lois et aux réglementations gouvernementales, y compris en matière d'environnement, de santé et de sécurité et de fiscalité ;
- Les risques liés aux technologies de l'information, y compris les risques de cyber-sécurité et les risques de défaillance matérielle et logicielle;
- Le montant de l'endettement de CGG et des covenants financiers à respecter ;
- La capacité à accéder aux marchés d'endettement et d'instruments financiers durant la période couverte par ces considérations prospectives qui dépendra des conditions générales de marché et de la notation de l'endettement de CGG ;
- Les perturbations de la chaîne d'approvisionnement et des fournisseurs tiers;
- L'exposition au risque de taux d'intérêt ;
- La mise en œuvre de la sortie progressive des activités d'Acquisition en 2019 ;
- Les relations avec les clients, les fournisseurs et les banques suite aux procédures de sauvegarde française et de Chapter 11 aux États-Unis ; et
- Le succès dans la gestion des risques courants.

Il n'est pas pris ici l'engagement d'actualiser ou de réviser ces considérations prospectives en fonction de telle ou telle nouvelle information et de l'occurrence de tel ou tel événement. Par ailleurs, les considérations prospectives relatives aux divers risques, incertitudes et hypothèses évoqués dans le présent document peuvent ne pas se réaliser.

Certains de ces risques sont décrits de manière détaillée dans le rapport annuel « Document de Référence » pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 et qui a été déposé à l'Autorité des Marchés Financiers le 5 avril 2019. Ce document est disponible en français et en anglais sur notre site internet www.cgg.com ou sur le site de l'AMF (uniquement en français) www.amf-france.org. Une copie de ce document, qui inclut un jeu complet d'états financiers consolidés audités, peut être demandée en contactant le Service Relations Investisseurs au +33 1 64 47 38 11 ou en envoyant un mail à invrelparis@cgg.com ou invrelhouston@cgg.com ou en écrivant à l'adresse suivante : CGG – Service Relations Investisseurs – 27, avenue Carnot – 91300 Massy, France.

PARTIE 1 : COMPTES CONSOLIDES

COMPTES DE RESULTAT INTERMEDIAIRES CONSOLIDES NON AUDITES

Montants en millions de dollars US, excepté pour les données par actions ou indication contraire	2ème trimestre	
	2019	2018 (retraité*)
Chiffre d'affaires	335,3	250,4
Autres produits des activités ordinaires	0,2	0,4
Total produits des activités ordinaires	335,5	250,8
Coût des ventes	(248,8)	(170,9)
Marge brute	86,7	79,9
Coûts nets de recherche et développement	(6,3)	(3,9)
Frais commerciaux	(11,8)	(11,3)
Frais généraux et administratifs	(16,9)	(22,0)
Autres produits et charges, nets	(0,1)	(3,8)
Résultat d'exploitation	51,6	38,9
Coût de l'endettement financier brut	(33,8)	(33,7)
Produits financiers sur la trésorerie	0,9	0,4
Coût de l'endettement financier net	(32,9)	(33,3)
Autres produits (charges) financiers	(0,4)	69,1
Résultat avant impôt des entreprises intégrées	18,3	74,7
Impôts sur les bénéfices	(2,7)	(8,7)
Résultat net des entreprises intégrées	15,6	66,0
Résultat des sociétés mises en équivalence	-	(0,3)
Résultat net des Activités Poursuivies	15,6	65,7
Résultat net des Activités Abandonnées ⁽³⁾	(113,2)	(16,6)
Résultat net de l'ensemble consolidé	(97,6)	49,1
<i>Attribué aux :</i>		
Actionnaires	\$ (100,7)	47,4
Actionnaires ⁽²⁾	€ (89,3)	39,4
Participations ne donnant pas le contrôle	\$ 3,1	1,7
Nombre moyen pondéré d'actions émises	709 949 269	697 294 339
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées aux stock-options ⁽¹⁾	—	—
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées à l'attribution d'actions gratuites ⁽¹⁾	—	—
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées aux bons de souscriptions ⁽¹⁾	—	14 141 453
Nombre moyen ajusté des actions potentielles liées aux instruments ayant un effet dilutif	709 949 269	711 435 792
Résultat net par action		
– Base	\$ (0,14)	0,07
– Base ⁽²⁾	€ (0,12)	0,06
– Dilué	\$ (0,14)	0,07
– Dilué ⁽²⁾	€ (0,12)	0,06

* Les comptes de résultat consolidés 2019 et 2018 sont présentés pour refléter les impacts de la norme IFRS 5 relative aux activités abandonnées en retraçant les activités abandonnées sur une seule ligne « Résultat net des activités abandonnées ».

(1) Le résultat de l'exercice 2019 étant une perte, les plans d'attribution de stock-options, d'actions gratuites sous condition de performance et de bons de souscriptions ont un effet relatif. Par conséquent les actions potentielles (3 276 580 actions) liées à ces instruments de capitaux propres n'ont pas été retenues dans la détermination du nombre moyen ajusté des actions potentielles, ni dans la détermination de la perte nette diluée par action.

(2) Correspond au résultat du 1^{er} semestre en euros moins le résultat du 1^{er} trimestre en euros.

(3) Le « Résultat net des Activités Abandonnées » en 2019 comprend 101 millions de dollars US de dépréciations générées par la réévaluation à la juste valeur moins les coûts de vente de nos groupes destinés à être cédés liés à nos participations (charge de 59 millions de dollars US), liés à la Marine (charge de 45 millions de dollars US – cf. note 2 pour contexte) et à Multi-Physique (gain de 3 millions de dollars US).

Voir ci-après les notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires non audités

COMPTES DE RESULTAT INTERMEDIAIRES CONSOLIDES NON AUDITES

Montants en millions de dollars US, excepté pour les données par actions ou indication contraire	Six mois clos le 30 juin	
	2019	2018 (retraité*)
Chiffre d'affaires	606,7	435,6
Autres produits des activités ordinaires	0,4	0,7
Total produits des activités ordinaires	607,1	436,3
Coût des ventes	(462,5)	(311,6)
Marge brute	144,6	124,7
Coûts nets de recherche et développement	(12,3)	(8,9)
Frais commerciaux	(21,7)	(22,1)
Frais généraux et administratifs	(37,2)	(42,6)
Autres produits et charges, nets	(2,2)	(17,3)
Résultat d'exploitation	71,2	33,8
Coût de l'endettement financier brut	(67,4)	(67,8)
Produits financiers sur la trésorerie	1,6	1,3
Coût de l'endettement financier net	(65,8)	(66,5)
Autres produits (charges) financiers	0,5	831,4
Résultat avant impôt des entreprises intégrées	5,9	798,7
Impôts sur les bénéfices	(5,6)	(23,9)
Résultat net des entreprises intégrées	0,3	774,8
Résultat des sociétés mises en équivalence	0,1	(0,8)
Résultat net des Activités Poursuivies	0,4	774,0
Résultat net des Activités Abandonnées ⁽³⁾	(128,5)	(78,3)
Résultat net de l'ensemble consolidé	(128,1)	695,7
<i>Attribué aux :</i>		
Actionnaires	\$ (134,6)	692,6
Actionnaires ⁽²⁾	€ (118,9)	571,3
Participations ne donnant pas le contrôle	\$ 6,5	3,1
Nombre moyen pondéré d'actions émises	709 948 484	501 946 362
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées aux stock-options ⁽¹⁾	—	—
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées à l'attribution d'actions gratuites ⁽¹⁾	—	—
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées aux bons de souscriptions ⁽¹⁾	—	16 019 532
Nombre moyen ajusté des actions potentielles liées aux instruments ayant un effet dilutif	709 948 484	517 965 894
Résultat net par action		
– Base	\$ (0,19)	1,38
– Base ⁽²⁾	€ (0,17)	1,14
– Dilué	\$ (0,19)	1,34
– Dilué ⁽²⁾	€ (0,17)	1,10

* Les comptes de résultat consolidés 2019 et 2018 sont présentés pour refléter les impacts de la norme IFRS 5 relative aux activités abandonnées en retraitant les activités abandonnées sur une seule ligne « Résultat net des activités abandonnées ».

(1) Le résultat de l'exercice 2019 étant une perte, les plans d'attribution de stock-options, d'actions gratuites sous condition de performance et de bons de souscriptions ont un effet relatif. Par conséquent les actions potentielles (3 246 586 actions) liées à ces instruments de capitaux propres n'ont pas été retenues dans la détermination du nombre moyen ajusté des actions potentielles, ni dans la détermination de la perte nette diluée par action.

(2) Converti au taux moyen de 1,1325US\$ et 1,2122US\$ pour 1 Euro respectivement aux deuxièmes trimestres 2019 et 2018.

(3) Le « Résultat net des Activités Abandonnées » en 2019 comprend 94 millions de dollars US de dépréciations générées par la réévaluation à la juste valeur moins les coûts de vente de nos groupes destinés à être cédés liés à nos participations (charge de 59 millions de dollars US), liés à la Marine (charge de 45 millions de dollars US – cf. note 2 pour contexte) et à Multi-Physique (gain de 10 millions de dollars US).

Voir ci-après les notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires non audités

ETATS DU RESULTAT GLOBAL INTERMEDIAIRES CONSOLIDES NON AUDITES

Montants en millions de dollars US	Six mois clos le 30 juin	
	2019 (*)	2018 (*)
Résultat net de l'ensemble consolidé	(128,1)	695,7
Produits (charges) nets sur couverture des flux de trésorerie	0,6	0,4
Variation de l'écart de conversion	(0,1)	(10,6)
Total des éléments appelés à être reclassés ultérieurement dans le résultat net (1)	0,5	(10,2)
Produits (charges) nets sur écarts actuariels des plans de retraite	(2,1)	(2,3)
Total des éléments non reclassés ultérieurement en résultat (2)	(2,1)	(2,3)
Autres éléments du résultat global des sociétés, nets d'impôts (1) + (2)	(1,6)	(12,5)
Etat du résultat global consolidé de la période	(129,7)	683,2
<i>Attribué aux :</i>		
<i>Actionnaires de la société mère</i>	<i>(136,2)</i>	<i>680,6</i>
<i>Participations ne donnant pas le contrôle</i>	<i>6,5</i>	<i>2,6</i>

* Comprenant les autres éléments du résultat global des Activités Abandonnées.

ETATS DE SITUATION FINANCIERE CONSOLIDES NON AUDITES

Montants en millions de dollars US, sauf indication contraire

	30 juin 2019	31 décembre 2018
ACTIF		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	441,2	434,1
Clients et comptes rattachés, nets	504,0	520,2
Stocks et travaux en cours, nets	204,1	204,8
Créances d'impôt	75,8	72,1
Autres actifs courants, nets	135,8	99,1
Actifs détenus en vue de la vente	209,3	195,5
Total actif courant	1 570,2	1 525,8
Impôts différés actif	28,0	22,6
Participations et autres immobilisations financières, nettes	29,1	31,1
Sociétés mises en équivalence	3,4	0,1
Immobilisations corporelles, nettes	325,9	189,2
Immobilisations incorporelles, nettes	847,6	898,9
Ecarts d'acquisition des entités consolidées, nets	1 229,1	1 229,0
Total actif non-courant	2 463,1	2 370,9
TOTAL ACTIF	4 033,3	3 896,7
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Concours bancaires court terme	—	—
Dettes financières – part court terme	54,5	17,8
Fournisseurs et comptes rattachés	154,6	126,4
Dettes sociales	114,0	135,8
Impôts sur les bénéfices à payer	57,7	49,6
Acomptes clients	22,4	35,7
Provisions – part court terme	130,3	172,4
Autres passifs courants	283,3	250,9
Passifs liés aux actifs non courants destinés à être cédés	266,5	131,7
Total passif courant	1 083,3	920,3
Impôts différés passif	45,8	44,4
Provisions – part long terme	78,8	95,9
Dettes financières – part long terme	1 269,8	1 148,9
Autres passifs non courants	3,6	13,1
Total dettes et provisions non-courantes	1 398,0	1 302,3
Capital social : 1 181 802 110 actions autorisées et 709 949 912 émises au nominal de 0,01 € au 30 juin 2019 et 709 944 816 au 31 décembre 2018	8,7	8,7
Primes d'émission et d'apport	3 184,6	3 184,6
Réserves	(1 585,1)	(1 457,8)
Autres réserves	(25,9)	(27,9)
Titres d'autocontrôle	(20,1)	(20,1)
Résultats directement enregistrés en capitaux propres	(0,3)	(0,9)
Ecarts de conversion	(55,2)	(55,1)
Total capitaux propres – attribuable aux actionnaires de la société mère	1 506,7	1 631,5
Participations ne donnant pas le contrôle	45,3	42,6
Total capitaux propres	1 552,0	1 674,1
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	4 033,3	3 896,7

Les taux de clôture au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018 étaient respectivement de 1,1380 US\$ pour 1 Euro et de 1,1450 US\$ pour 1 Euro.

Voir ci-après les notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires non audités

TABLEAUX DES FLUX DE TRESORERIE INTERMEDIAIRES CONSOLIDES NON AUDITES

Montants en millions de dollars US	Six mois clos le 30 juin	
	2019	2018 (retraité*)
EXPLOITATION		
Résultat net de l'ensemble consolidé	(128,1)	695,7
Moins : Résultat net des Activités Abandonnées	(128,5)	(78,3)
Résultat net des Activités Poursuivies	0,4	774,0
Amortissements et dépréciations	65,1	52,7
Amortissements et dépréciations des études multi-clients	139,2	32,0
Amortissements et dépréciations capitalisés en études multi-clients	(4,0)	(10,3)
Augmentation (diminution) des provisions	(0,6)	(21,2)
Charges liées aux stock-options	2,5	—
Plus ou moins-values de cessions d'actif	0,1	(0,2)
Résultat des mises en équivalence	(0,1)	0,8
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	—	—
Autres éléments sans impact sur les flux de trésorerie	0,8	(836,3)
Flux de trésorerie net incluant le coût de la dette et la charge d'impôt	203,4	(8,5)
Annulation du coût de la dette financière	65,8	66,5
Annulation de la charge d'impôt	5,6	23,9
Flux de trésorerie net hors coût de la dette et charge d'impôt	274,8	81,9
Impôt décaissé	(13,0)	(7,7)
Flux de trésorerie net avant variation du besoin en fonds de roulement	261,8	74,2
Variation du besoin en fonds de roulement	66,5	47,1
- (augmentation) diminution des clients et comptes rattachés	90,6	132,1
- (augmentation) diminution des stocks et travaux en cours	(4,4)	0,1
- (augmentation) diminution des autres actifs circulants	(23,2)	(4,7)
- augmentation (diminution) des fournisseurs et comptes rattachés	19,8	(23,4)
- augmentation (diminution) des autres passifs circulants	(16,3)	(57,0)
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	328,3	121,3
INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles, nette des variations de fournisseurs d'immobilisations, hors études multi-clients	(36,4)	(40,3)
Investissement en trésorerie dans les études multi-clients	(95,8)	(116,2)
Valeurs de cession des immobilisations corporelles et incorporelles	—	0,3
Plus ou moins-values sur immobilisations financières	—	—
Acquisition de titres consolidés, nette de trésorerie acquise	—	—
Variation des prêts et avances donnés/reçus	—	(0,3)
Variation des subventions d'investissement	—	—
Variation des autres actifs financiers non courants	(1,4)	(6,1)
Flux de trésorerie affectés aux investissements	(133,6)	(162,6)
FINANCEMENT		
Remboursement d'emprunts	—	(195,3)
Nouveaux emprunts	—	336,5
Paiement du principal des contrats de location ⁽¹⁾	(28,7)	(2,9)
Augmentation (diminution) nette des découverts bancaires	—	(0,2)
Charges d'intérêt payées	(40,1)	(31,8)
<i>Augmentation de capital :</i>		
- par les actionnaires de la société mère	—	129,1
- par les participations ne donnant pas le contrôle	—	—
<i>Dividendes versés et remboursement de capital :</i>		
- aux actionnaires	—	—
- aux participations ne donnant pas le contrôle des sociétés intégrées	(3,8)	—
Acquisition et cession des titres d'autocontrôle	—	—
Flux de trésorerie provenant des opérations de financement	(72,6)	235,4
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie	(0,3)	—
Incidence des variations de périmètre	—	—
Variation de trésorerie des Activités Abandonnées	(114,7)	(48,4)
Variation de trésorerie	7,1	131,5
Trésorerie à l'ouverture	434,1	315,4
Trésorerie à la clôture	441,2	446,9

* En application de la norme IFRS 5 relative aux activités abandonnées, les données historiques ont été retraitées.

(1) Voir les note 1 et 6 pour plus d'information sur l'impact de la mise en place d'IFRS 16

Voir ci-après les notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires non audités

TABLEAUX DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

(Montants en millions de dollars US excepté pour les données par actions)	Nombre d'actions émises	Capital social	Primes d'émission et d'apport	Réserves	Autres réserves	Actions propres	Résultats directement enregistrés en Capitaux propres	Ecarts de Conversion	Capitaux propres attribués aux actionnaires de la société- mère	Participa- tion ne donnant pas le contrôle	Total Capitaux propres
Au 31 décembre 2017	22 133 149	20,3	1 850,0	(1 354,6)	37,6	(20,1)	(0,8)	(43,3)	489,1	39,0	528,1
IFRS 15 Première application				(21,2)					(21,2)		(21,2)
Au 1^{er} janvier 2018	22 133 149	20,3	1 850,0	(1 375,8)	37,6	(20,1)	(0,8)	(43,3)	467,9	39,0	506,9
Produits (charges) nets sur écarts actuariels des plans de retraite (1)				(2,3)					(2,3)		(2,3)
Produits (charges) nets sur couverture des flux de trésorerie (2)							0,4		0,4		0,4
Variation de l'écart de conversion (3)								(10,1)	(10,1)	(0,5)	(10,6)
Autres éléments du résultat global consolidé (1)+(2)+(3)				(2,3)			0,4	(10,1)	(12,0)	(0,5)	(12,5)
Résultat net (4)				692,6					692,6	3,1	695,7
Etat du résultat global consolidé (1)+(2)+(3)+(4)				690,3			0,4	(10,1)	680,6	2,6	683,2
Réduction de capital social		(20,0)	20,0						-		-
Augmentation de capital	71 932 731	0,9	126,5						127,4		127,4
Conversion de la dette en capital	484 509 122	5,9	1 187,9						1 193,8		1 193,8
Exercice de bons de souscription	120 253 905	1,4	0,2						1,6		1,6
Paiements fondés sur des actions				0,3					0,3		0,3
Variation de l'écart de conversion généré par la maison mère					(71,0)				(71,0)		(71,0)
Variation de périmètre et autres				0,1					0,1		0,1
Au 30 juin 2018	698 828 907	8,5	3 184,6	(685,1)	(33,4)	(20,1)	(0,4)	(53,4)	2 400,7	41,6	2 442,3

(Montants en millions de dollars US excepté pour les données par actions)	Nombre d'actions émises	Capital social	Primes d'émission et d'apport	Réserves	Autres réserves	Actions propres	Résultats directement enregistrés en Capitaux propres	Ecarts de Conversion	Capitaux propres attribués aux actionnaires de la société- mère	Participa- tion ne donnant pas le contrôle	Total Capitaux propres
Au 31 décembre 2018	709 944 816	8,7	3 184,6	(1 457,8)	(27,9)	(20,1)	(0,9)	(55,1)	1 631,5	42,6	1 674,1
IFRS16 Première application ^(a)				8,4					8,4		8,4
Au 1^{er} janvier 2019	709 944 816	8,7	3 184,6	(1 449,4)	(27,9)	(20,1)	(0,9)	(55,1)	1 639,9	42,6	1 682,5
Produits (charges) nets sur écarts actuariels des plans de retraite (1)				(2,1)					(2,1)		(2,1)
Produits (charges) nets sur couverture des flux de trésorerie (2)							0,6		0,6		0,6
Variation de l'écart de conversion (3)								(0,1)	(0,1)		(0,1)
Autres éléments du résultat global consolidé (1)+(2)+(3)				(2,1)			0,6	(0,1)	(1,6)	-	(1,6)
Résultat net (4)				(134,6)					(134,6)	6,5	(128,1)
Etat du résultat global consolidé (1)+(2)+(3)+(4)				(136,7)			0,6	(0,1)	(136,2)	6,5	(129,7)
Exercice de bons de souscription	5 096								-		-
Dividendes									-	(3,8)	(3,8)
Paiements fondés sur des actions				2,4					2,4		2,4
Variation de l'écart de conversion généré par la maison mère					2,0				2,0		2,0
Variation de périmètre et autres				(1,4)					(1,4)		(1,4)
Au 30 juin 2019	709 949 912	8,7	3 184,6	(1 585,1)	(25,9)	(20,1)	(0,3)	(55,2)	1 506,7	45,3	1 552,0

(a) Voir la note 1 pour plus d'information sur l'impact d'«IFRS 16 Contrats de location».

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES NON AUDITES

NOTE 1 - PRINCIPES COMPTABLES

CGG S.A. (« la Compagnie ») et ses filiales (constituant ensemble « le Groupe ») est un acteur mondial dans l'industrie des services géophysiques et géologiques, qui fournit une large gamme de services pour l'acquisition, le traitement et l'interprétation de données sismiques ainsi que les logiciels de traitement et d'interprétation des données aux clients du secteur de la production et de l'exploration du gaz et du pétrole. Elle est également un fabricant mondial d'équipements géophysiques.

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union Européenne et conformément au règlement (CE) n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés intermédiaires résumés ci-joint sont établis conformément à la norme IAS 34 publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptée par l'Union Européenne.

Les comptes consolidés intermédiaires ont été autorisés par le Conseil d'administration du 25 juillet 2019 pour publication.

Les Etats Financiers sont présentés en dollars US et ont été préparés selon la méthode du coût historique, excepté pour certains éléments de l'actif et du passif évalués à la juste valeur.

Pour établir les Etats Financiers consolidés conformément au référentiel IFRS, certains éléments de l'état de situation financière, du compte de résultat et des informations annexes sont déterminés par la Direction du Groupe à partir de jugements et d'estimations et sur la base d'hypothèses. Les chiffres réels peuvent donc différer de façon significative des données estimées en raison de changement des conditions économiques, de modification des lois et règlements, de changement de stratégie et de l'imprécision inhérente à l'utilisation de données estimées.

1.1 - Principaux principes comptables

Les comptes consolidés intermédiaires n'incluent pas l'ensemble des informations et annexes requis pour les états financiers annuels et doivent donc être lus en parallèle des états financiers annuels présents dans le rapport annuel pour l'exercice 2018 et déposés auprès de l'AMF le 5 avril 2019 et approuvés par l'Assemblée Générale du 15 mai 2019.

Les principes comptables sont identiques à ceux qui ont été retenus pour la préparation des comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2018, à l'exception des normes et interprétations nouvellement adoptées :

- IFRS 16 — Contrats de location
- Amendements d'IFRS 9 — Caractéristiques de remboursement anticipé avec rémunération négative et modifications des passifs financiers
- IFRIC 23 — Incertitude sur le traitement fiscal des impôts sur le résultat
- Améliorations annuelles 2015-2017
- Amendements d'IAS 19 — Avantages du personnel
- Amendements d'IAS 28 — Participations à long terme dans des entreprises associées et des coentreprises

Les impacts de l'application d'IFRS 16 (Contrats de location) et d'IFRIC 23 (Incertitude sur le traitement fiscal des impôts sur le résultat) sont décrits ci-dessous. L'adoption des autres normes et interprétations n'a pas eu d'impact sur les comptes consolidés intermédiaires.

S'agissant des normes et interprétations adoptées par l'Union européenne et dont l'application n'est pas obligatoire au 30 juin 2019, le Groupe a décidé de ne pas appliquer par anticipation les normes et interprétations suivantes :

Aucune

En outre, le Groupe n'applique pas les textes suivants, qui ne sont pas applicables et qui n'ont pas été adoptés par l'Union Européenne à la date d'émission de ces comptes consolidés:

- Amendements au cadre conceptuel des normes IFRS
- Amendement à IFRS 3 Regroupements d'entreprises
- Amendements aux normes IAS 1 et IAS 8 : définition du terme « significatif ».

La revue de ces textes est actuellement en cours afin de mesurer leur impact potentiel sur les comptes consolidés.

IFRS 16 - « Contrats de location » applicable à partir du 1er janvier 2019

La norme IFRS 16 a été publiée en janvier 2016 et a été approuvée par l'UE. Elle remplace IAS 17 « Contrats de location » ainsi qu'un certain nombre d'interprétations liées aux contrats de location.

IFRS 16 entraîne la comptabilisation de presque tous les contrats de location dans l'état de situation financière consolidé du fait de la suppression pour les preneurs de la distinction entre contrats de location simple et contrats de location-financement. Ainsi, un actif lié au droit d'utilisation (le droit d'utiliser l'élément loué) et un passif financier correspondant aux paiements minimaux au titre de la location doivent être comptabilisés. Il existe néanmoins deux exemptions que le groupe a décidé d'utiliser : les contrats de location à court terme et les contrats de location d'actifs de faible valeur. De plus, les coûts directs initiaux ne sont pas intégrés à l'évaluation de l'actif lié au droit d'utilisation au 1^{er} janvier 2019, date de première application de la norme IFRS 16. Le Groupe n'a pas de contrat significatif en tant que bailleur.

Au 1^{er} janvier 2019, le Groupe a identifié des engagements de contrats de location simple non résiliables et ne répondant pas aux exemptions précitées pour 499 millions de dollars US (non actualisés). Les engagements liés aux actifs loués sont principalement constitués de navires (environ 60 %), de bureaux (environ 33 %) et de serveurs utilisés par notre ligne d'activité Geoscience (6 %). Il convient de noter que l'actif lié au droit d'utilisation et la dette liée aux contrats de location de navires avec notre JV GSS ainsi qu'à des actifs liés à l'activité Multi-physique sont respectivement classés en tant qu'« Actifs détenus en vue de la vente » et en tant que « Passifs directement liés aux actifs classés comme destinés à la vente » selon IFRS 5. La dette ainsi reclassée s'élève à 211 millions de dollars US pour les contrats de location liés aux « Actifs détenus en vue de la vente » (ou 300 millions de dollars US avant actualisation).

En conséquence, le Groupe comptabilise des actifs liés au droit d'utilisation pour les activités poursuivies pour 146 millions de dollars US (après dépréciation) et un passif de location actualisé de 154 millions de dollars US au 1er janvier, 2019. En outre, les actifs de contrats de location-financement existants (67 millions de dollars US) et les passifs (50 millions de dollars US) déterminés conformément à IAS 17 au 31 décembre 2018 sont classés dans les mêmes agrégats que les actifs et les passifs nouvellement comptabilisés au 1^{er} janvier 2019.

Le Groupe applique l'approche rétrospective modifiée à compter du 1^{er} janvier 2019. Par conséquent, l'impact de l'adoption d'IFRS 16 est comptabilisé en report à nouveau au 1^{er} janvier 2019, sans retraitement des informations comparatives. Le Groupe a utilisé les expédients pratiques suivants :

- utilisation de l'identification antérieure des contrats de location (telle que prévue par IAS 17 et IFRIC 4) pour tous les contrats en vigueur à la date de première application;
- utilisation d'un taux d'actualisation unique pour un portefeuille de contrats de location présentant des caractéristiques raisonnablement similaires;
- utilisation des évaluations précédentes pour déterminer si les contrats de location liés aux navires sont déficitaires conformément à IAS 37 « provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », et ajustement en conséquence de l'actif lié au droit d'utilisation au lieu de procéder à un test de dépréciation;
- comptabilisation des contrats de location simple dont la durée résiduelle est inférieure à 12 mois au 1^{er} janvier 2019 en tant que contrats de location à court terme.

Le tableau ci-après présente une réconciliation du solde d'ouverture de la dette liée aux contrats de location de navires au 1er janvier 2019 avec le solde des engagements de contrats de location simple au 31 décembre 2018 :

En millions de dollars US

- Obligations locatives issues des Contrats d'affrètement coque-nue des navires liés à Global Seismic Shipping (GSS)	358
- Obligations locatives issues des Contrats d'affrètement coque-nue des navires en "cold-stack"	7
Total des obligations locatives liées aux Contrats d'affrètement coque-nue des navires	365
Bureaux/Bâtiments (<i>Hors Valeur actuelle du passif lié au bâtiment en crédit-bail au 31 décembre 2018</i>)	152
Machines & Equipements	21
Obligations liées aux contrats de location simple au 31 décembre 2018 ^(a)	538
Contrats de locations simples additionnels - Information précédemment non fournie sous IAS 17 ^(b) & Impact de la réévaluation des hypothèses de location ^(c)	23
Obligations locatives issues des Contrats d'affrètement coque-nue des navires exclues ^(d)	(62)
Obligations locatives (brutes) au 1^{er} Janvier 2019	499
Effet d'actualisation	(135)
Dettes locatives liées aux actifs non courants destinés à être cédés	(211)
Dettes locatives additionnelles au 1^{er} Janvier 2019	154
Valeur actuelle des passifs liés aux crédits-baux au 31 décembre 2018	50
Total Dettes locatives au 1^{er} Janvier 2019	204

(a) Les contrats de location à court terme et actifs de faible valeur ne sont pas inclus dans les obligations au titre de contrats de location simple présentés au 31 décembre 2018

(b) Essentiellement lié à des contrats de location précédemment considérés comme non significatifs

(c) Essentiellement dû à la révision des durées de contrats lorsque l'exercice de l'option de renouvellement est estimé raisonnablement certain

(d) Lié à des obligations locatives futures issues des Contrats d'affrètement coque-nue de navires précédemment prévues à partir de juin 2020

Le taux d'actualisation moyen pondéré calculé sur les dettes locatives présentées ci-dessus, c'est-à-dire hors passifs liés aux actifs non courants destinés à être cédés est de 7,0%.

Ouverture de l'état de situation financière consolidée

Les impacts de l'adoption d'IFRS 16 sur notre état de situation financière consolidée sont présentés dans le tableau ci-dessous :

En millions de dollars US	31 Décembre 2018	1 Janvier 2019	Ajustements IFRS 16
<u>Actif</u>			
Actifs détenus en vue de la vente	195,5	338,7	143,2
Immobilisations corporelles, nettes	189,2	334,9	145,7
<u>Passif</u>			
Dettes financières – part court terme	17,8	54,1	36,3
Provisions – part court terme	172,4	168,7	(3,7)
Passifs courants associés avec les créances cédées ^(a)	131,7	274,9	143,2
Provisions – part long terme	95,9	89,8	(6,1)
Dettes financières – part long terme	1 148,9	1 266,9	118,0
Autres passifs non courants	13,1	5,9	(7,2)
<u>Total capitaux propres</u>	<u>1 674,1</u>	<u>1 682,5</u>	<u>8,4</u>

(a) L'ajustement IFRS 16 inclut les dettes locatives directement liées aux actifs non courants destinés à être cédés pour un montant de 211 millions de dollars US et une reprise de provision de 68 millions de dollars US pour les contrats déficitaires liés aux actifs non courants destinés à être cédés

Si le portefeuille de contrats de location et d'autres paramètres restent similaires au cours de l'année 2019 par rapport au 1er janvier 2019, l'incidence d'IFRS 16 sur le résultat net des activités poursuivies en 2019 ne devrait pas être significative car l'augmentation des amortissements et des charges financières serait en grande partie compensée par la diminution des charges de location simple. De même, en 2019, les flux de trésorerie liés à l'exploitation provenant des activités poursuivies devraient augmenter d'environ 50 millions de dollars US alors que les flux de trésorerie liés au financement provenant des activités poursuivies devraient diminuer d'un montant similaire. En effet, le remboursement du principal des passifs liés aux contrats de location sera classé en tant que flux de trésorerie provenant des activités de financement alors qu'auparavant les paiements au titre des contrats de location simple étaient classés dans les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation.

IFRIC 23 - Incertitude relative aux traitements fiscaux, applicable à partir du 1er janvier 2019

IFRIC 23 est une interprétation d'IAS 12 « Impôts sur le résultat » qui spécifie les modalités d'évaluation et de comptabilisation des incertitudes relatives à l'impôt sur le résultat. Cette interprétation est d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019. L'application d'IFRIC 23 n'a pas d'impact sur les capitaux propres d'ouverture du Groupe au 1er janvier 2019.

Le montant des provisions reclassées en dettes d'impôts s'élève à 12 millions de dollars US.

1.2 - Jugements et utilisation d'estimations

Les jugements et hypothèses utilisés dans les états financiers sont résumés dans le tableau suivant :

Jugements et estimations	Hypothèses clés
Juste valeur des actifs et passifs acquis dans le cadre des différentes allocations du prix d'acquisition	Modèles utilisés pour déterminer la juste valeur
Juste valeur des actions émises	Juste valeur des actions lors de la restructuration financière
Caractère recouvrable des créances clients	Estimation du risque de défaillance des clients
Classement des groupes destinés à être cédés comme détenant en vue de la vente	Probabilité de cession dans les douze mois
Valorisation des groupes destinés à être cédés	Évaluation des groupes destinés à être cédés à la juste valeur diminuée des coûts de vente Les conditions définitives de cession sont conformes aux conditions actuellement envisagées
Evaluation des participations et immobilisations financières	Estimation de la juste valeur des actifs financiers Estimation de la valeur des sociétés mises en équivalence
Amortissement et dépréciation des études multi-clients	Ventes attendues pour chaque étude
Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles	Durée d'utilité des actifs
Valeur recouvrable des écarts d'acquisition et des actifs incorporels	Perspectives industrielles du marché de la géophysique et date de reprise Taux d'actualisation (CPMC)
Avantages postérieurs à l'emploi	Taux d'actualisation Taux d'adhésion aux avantages postérieurs à l'emploi Taux d'inflation
Provisions pour restructuration et contrats déficitaires	Estimation des coûts futurs liés aux plans de restructuration et aux contrats déficitaires
Provisions pour risques, charges et litiges	Appréciation du risque lié aux litiges auxquels le Groupe est partie prenante
Reconnaissance du chiffre d'affaires	Estimation de l'avancement des contrats Estimation de la juste valeur des différents éléments identifiables d'un contrat
Coûts de développement	Estimation des avantages futurs des projets
Impôts différés actifs	Hypothèses de réalisation de bénéfices fiscaux futurs

1.3 – Principes comptables

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires des activités ordinaires tiré de contrats conclus avec des clients est reconnu suivant le processus en cinq étapes de la norme IFRS 15. Les paragraphes suivants fournissent une description des principales natures d'obligations de performance par segment, le moment où elles sont satisfaites, et des détails sur les prix de transaction et leurs allocations, si nécessaire.

Acquisition de Données Contractuelles (classée comme activités abandonnées)

Acquisition de Données Contractuelles Marine

Dans le cadre de ses contrats d'acquisition contractuelle marine, le Groupe réalise des services d'acquisition de données sismiques pour le compte de clients donnés. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires selon la méthode à l'avancement. L'avancement est calculé sur la production réalisée et livrée au client.

Les contrats précisent soit le prix total du contrat (pour les contrats clés en main et forfaitaires), soit les prix unitaires (pour les taux journaliers ou les contrats au kilomètre carré). Lorsque le contrat inclut l'acquisition et le traitement des données, l'allocation est basée sur le prix de vente unitaire de chaque prestation et le chiffre d'affaires est reconnu en fonction du pourcentage d'avancement de chaque prestation.

Dans la plupart des cas, la facturation est mensuelle et basée sur la production réalisée matérialisée par l'acceptation du client. Comme l'acceptation est souvent obtenue quelques jours après la date de clôture, la contrepartie du chiffre d'affaires reconnu au cours du mois est comptabilisée en factures à établir, c'est-à-dire en actifs sur contrats.

Lorsqu'il est prévu que les coûts soient récupérés, c'est-à-dire lorsque la marge du contrat est positive, les coûts liés au transit du navire vers une étude sont comptabilisés en tant qu'actifs au titre des coûts d'exécution du contrat. Ces actifs sont ensuite amortis sur la durée de l'étude.

Acquisition Terrestre et Multi-Physique

Dans le cadre de ses contrats d'acquisition terrestre et multi-physique, le Groupe réalise des services d'acquisition de données sismiques pour le compte de clients donnés. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires selon la méthode à l'avancement. Pour les contrats clés en main terrestre, l'avancement est calculé sur les coûts directs décaissés. Pour les contrats avec un taux journalier terrestre et multi-physique, l'avancement est calculé sur des rapports mensuels de production réalisée ou de services rendus.

Les contrats précisent soit le prix total du contrat (pour les contrats clés en main et forfaitaires), soit les prix unitaires (pour les taux journaliers ou les contrats au kilomètre carré). Lorsque le contrat inclut l'acquisition et le traitement des données, l'allocation est basée sur le prix de vente unitaire de chaque prestation et le chiffre d'affaires est reconnu en fonction du pourcentage d'avancement de chaque prestation.

Dans la plupart des cas, la facturation est effectuée mensuellement en fonction de la production acquise matérialisée par l'acceptation du client. Comme l'acceptation est souvent obtenue quelques jours après la date de clôture, la contrepartie du chiffre d'affaires reconnu au cours du mois est comptabilisée en factures à établir, c'est-à-dire en actifs sur contrats.

Lorsqu'il est prévu que les coûts soient récupérés, c'est-à-dire lorsque la marge du contrat est positive, les coûts liés à la mobilisation d'une équipe terrestre sont comptabilisés en tant qu'actifs au titre des coûts d'exécution du contrat. Ces actifs sont ensuite amortis sur la durée de l'étude.

GGR

Contrats de Géoscience (auparavant imagerie et réservoir)

Dans le cadre de ses contrats de Géoscience, le Groupe effectue le traitement de données sismiques pour des clients spécifiques. Les contrats peuvent comprendre une ou plusieurs obligations de performance. Pour chacune des obligations de performance, le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires à l'avancement, au fur et à mesure que les services sont rendus. L'avancement est calculé comme le rapport entre le temps passé et la durée totale attendue de la prestation. Le solde du chiffre d'affaires reconnu à l'avancement des prestations de services qui n'est pas facturé aux clients est comptabilisé en factures à établir, c'est-à-dire en actifs sur contrats.

Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires provenant de la vente de logiciels lors de la mise à disposition du logiciel au client (et des codes/clés d'accès le cas échéant). Le chiffre d'affaires relatif à la maintenance est reconnu sur la durée du contrat. Lorsque le contrat inclut la vente du logiciel ainsi que sa maintenance, le prix est alloué en fonction du prix de vente unitaire de chaque prestation et le chiffre d'affaires pour le logiciel est reconnu lors de la mise à disposition du logiciel alors que le chiffre d'affaires pour la maintenance est reconnu sur la durée du contrat. Dans la plupart des cas pour ce type de contrats, une facture unique est émise suite à la mise à disposition de la licence et le montant correspondant à la maintenance est comptabilisé en produits constatés d'avance dès l'origine, c'est-à-dire en passifs sur contrats.

Le Groupe met à la disposition de clients spécifiques des services de conseil en géophysique ou des formations. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires à l'avancement, au fur et à mesure que les prestations sont effectuées.

Le Groupe accorde des licences d'utilisation de données géologiques à plusieurs clients. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires lors de la mise à disposition des données au client.

Le Groupe fournit des licences permettant d'accéder à une base de données géologique dynamique pour une durée limitée. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires sur la durée du contrat. Dans la plupart des cas pour ce type de contrats, une seule facture est émise en début d'année et le montant est comptabilisé en produits constatés d'avance dès l'origine, c'est-à-dire en passifs sur contrats.

Contrats de ventes d'études multi-clients après leur livraison et préfinancement

Dans le cadre de ses contrats de ventes d'études multi-clients après leur livraison, le Groupe fournit une licence non-exclusive pour l'utilisation de données sismiques traitées à plusieurs clients. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires lors de la mise à disposition des données au client. Dans certains cas, des contrats après-vente significatifs comportent plusieurs livrables. Le revenu est alors alloué aux différents éléments du contrat en fonction du prix de vente unitaire de chacun, qui peut être différent de la ventilation contractuelle. Une facture unique est émise lors de la mise à disposition des données pour le montant total du contrat.

Dans certains cas, le chiffre d'affaires peut être comptabilisé à partir d'obligations de performance déjà réalisées par le passé. Cela arrive lorsqu'un client est déjà en possession de la licence pour certaines données et i) est racheté par un autre concurrent qui n'a pas encore la même licence (et est donc amené à payer un « transfer fee ») ou ii) implique un autre partenaire – lui permettant ainsi d'avoir accès aux données licenciées – pour l'exploration d'un bloc (« farm-in », « uplift »). Le chiffre d'affaires est comptabilisé lorsqu'il y a un accord sur le prix et – dans les cas des « transfer fee » – lorsque l'acheteur notifie le Groupe qu'il ne lui restituera pas les données.

Equipement

Le chiffre d'affaires provenant de la vente de matériel est comptabilisé lors de la livraison au client, c'est-à-dire lorsque le contrôle est transféré à celui-ci. Lorsque de tels contrats nécessitent un paiement anticipé partiel ou total, ces paiements sont comptabilisés comme des acomptes clients, c'est-à-dire en passifs sur contrats.

Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires provenant de la vente de logiciels lors de la mise à disposition du logiciel au client. Le chiffre d'affaires relatif à la maintenance est reconnu sur la durée du contrat. Lorsque le contrat inclut la vente du logiciel ainsi que sa maintenance, le prix est alloué en fonction du prix de vente unitaire de chaque prestation et le chiffre d'affaires pour le logiciel est reconnu lors de la mise à disposition du logiciel alors que le chiffre d'affaires pour la maintenance est reconnu sur la durée du contrat. Dans la plupart des cas pour ce type de contrats, une facture unique est émise suite à la mise à disposition de la licence et le montant correspondant à la maintenance est comptabilisé en produits constatés d'avance dès l'origine, c'est-à-dire en passifs sur contrats.

Etudes multi-clients (immobilisations incorporelles)

Les études multi-clients représentent des études sismiques pour lesquelles une licence d'utilisation est cédée aux clients de façon non exclusive. L'ensemble des coûts liés à l'acquisition, au traitement et à la finalisation des études est comptabilisé en immobilisations incorporelles (y compris les éventuels coûts de transit). Les études multi-clients sont valorisées sur la base des coûts précédents moins les amortissements cumulés ou à leur juste valeur si cette dernière est inférieure. Un test de dépréciation d'actif est effectué à minima lors de la livraison de l'étude et au moins une fois par an (ou plus fréquemment en cas d'indice de perte de valeur).

Avant le 1^{er} octobre 2018, les études multi-clients étaient amorties d'une manière qui reflétait le profil de consommation de leurs avantages économiques durant les périodes de préfinancement et d'après-ventes. Un taux d'amortissement de 80 % correspondant au ratio des coûts capitalisés par rapport au total des ventes attendues durant la vie comptable de l'étude était appliqué sur toute vente normative de l'étude, à moins d'indications spécifiques conduisant à l'utilisation d'un taux différent. Si tel était le cas, le taux d'amortissement était ajusté pour refléter, le cas échéant, l'impact commercial des éléments de prix convenus.

Le Groupe a décidé, à compter du 1^{er} octobre 2018, d'adopter un amortissement linéaire sur 4 ans après livraison, conformément à la pratique de l'industrie.

Dépenses de développement (immobilisations incorporelles)

Les dépenses de recherche et développement, engagées dans le but d'acquérir un savoir-faire technique ou scientifique, sont enregistrées en charges de l'exercice où elles sont encourues, dans le poste « Coûts nets de recherche et développement ».

Les dépenses de développement, si elles concernent la découverte ou l'amélioration d'un processus, sont capitalisées si les critères suivants sont réunis :

- le projet est clairement identifié et les coûts qui s'y rapportent sont individualisés et suivis de façon fiable,
- la faisabilité technique du projet est démontrée,
- les ressources nécessaires pour mener le projet à son terme sont disponibles,
- il est probable que l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs. Le Groupe doit démontrer, entre autres choses, l'existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité.

Les dépenses capitalisées comprennent le coût des matériels, les salaires directs, ainsi qu'un prorata approprié de charges indirectes. Toutes les autres dépenses de développement sont enregistrées en charges de l'exercice où elles sont encourues, dans le poste « coûts nets de recherche et développement ».

Les coûts de développement capitalisés sont amortis sur cinq ans.

Les dépenses de développement capitalisées sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs constatées.

Les frais de recherche et de développement en compte de résultat représentent le coût net des dépenses de développement qui ne sont pas capitalisées, des dépenses de recherche et des subventions acquises au titre de la recherche et du développement.

Actifs détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Les actifs classés comme actifs détenus en vue de la vente correspondent à des actifs non courants pour lesquels la valeur comptable nette sera recouvrée par une vente plutôt que par leur utilisation dans les opérations. Les actifs destinés à la vente sont évalués au plus faible du coût historique et de la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

Les actifs non courants et les groupes d'actifs comprenant des actifs et des passifs qui devraient être recouverts principalement par la vente plutôt que par leur utilisation continue sont classés comme détenus en vue de la vente.

Les actifs non courants (ou un groupe destiné à être cédé) classés comme détenus en vue de la vente sont présentés séparément des autres actifs dans l'état de la situation financière consolidé. Les passifs d'un groupe destiné à être cédé classés comme détenus en vue de la vente sont présentés séparément des autres passifs dans l'état de la situation financière consolidé. Les périodes précédentes ne sont pas retraitées.

Une activité abandonnée est une composante d'une entité qui a été cédée ou qui est classée comme détenue en vue de la vente et qui représente un secteur d'activité ou une zone géographique d'activité distinct; et fait partie d'un seul plan coordonné visant à céder un secteur d'activité principal ou une zone géographique d'activité distinct; ou est une filiale acquise exclusivement dans le but de vendre.

Tout profit ou toute perte résultant de la cession, ainsi que les résultats de ces activités jusqu'à la date de cession, sont comptabilisés séparément en tant qu'activités abandonnées dans notre compte de résultat consolidé et dans le tableau de flux consolidé et des notes annexes. Les périodes précédentes sont retraitées.

Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition sont déterminés conformément à IFRS 3 révisée « Regroupements d'entreprises ». Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis, mais sont soumis à un test de dépréciation au moins une fois par an à la date de clôture ou lorsqu'il y a un indice de perte de valeur.

Comptabilisation des contrats de location - Modification des pratiques comptables à compter du 1^{er} janvier 2019 à la suite de l'adoption de la norme IFRS 16

Alors que, jusqu'à fin 2018, le traitement comptable différait entre les contrats de location financement (présentés au bilan) et les contrats de location simple (engagements hors bilan), nous avons comptabilisé à partir du 1er janvier 2019 les actifs liés au droit d'utilisation des engagements de location ainsi que la dette locative afférente. Ces passifs reflètent les paiements de location à effectuer dans le futur, estimés à la date de début des contrats de location et actualisés. Le Groupe utilise un taux d'actualisation unique pour un portefeuille de contrats de location présentant des caractéristiques raisonnablement similaires. Après la comptabilisation initiale, ces dettes locatives sont évaluées au coût amorti.

Les actifs liés au droit d'utilisation (dont la valorisation est principalement fondée sur la valorisation du passif de location initial) sont amortis linéairement sur leur durée de vie utile. Les actifs liés au droit d'utilisation sont présentés dans l'état de la situation financière sous la rubrique « Immobilisations corporelles » et les passifs au titre de la location sont présentés sous les rubriques « Dettes financières – part long terme » et « Dettes financières – part court terme ».

Les charges d'intérêt sont capitalisées et chaque paiement de location représente un remboursement de principal, y compris les intérêts capitalisés.

Le Groupe utilise les deux exemptions prévues par la norme permettant la non-comptabilisation dans l'état de la situation financière, à savoir les contrats de location à court terme et les contrats de location pour lesquels les actifs sous-jacents sont de faible valeur :

- Contrats de location de courte durée (contrats dont la durée est inférieure ou égale à 12 mois),
- Contrats de location d'actif de faible valeur (contrats portant sur des actifs d'une valeur inférieure ou égale à 5 000 USD)

NOTE 2 – EVENEMENTS SIGNIFICATIFS

En juin 2019, CGG a signé un accord de principe ferme avec Shearwater GeoServices Holding AS (Shearwater) en vue d'un partenariat stratégique dans l'acquisition sismique marine et la technologie des streamers.

Cet accord de principe porte sur le transfert à Shearwater de 5 navires de haut de gamme, actuellement possédés conjointement par notre filiale CGG Marine Resources Norge AS et Eidesvik Offshore ASA ("Eidesvik Offshore"), l'accès sécurisé de CGG à une capacité de navires pour ses futurs projets multi-clients en échange d'un engagement d'activité et de flux de trésorerie avec Shearwater pour plusieurs années, enfin la création d'un partenariat sous la marque Sercel et détenu majoritairement par CGG, pour la fabrication, la commercialisation et le support technique dans le domaine des équipements streamers d'acquisition sismique marine.

CGG continuera à exploiter les navires et à exécuter ses contrats en cours et ses engagements commerciaux jusqu'à la clôture finale de la transaction.

Les deux entreprises ont l'intention de finaliser tous les accords relatifs à ces transactions en vue d'une clôture finale avant la fin de l'année. Ces accords sont soumis à l'autorisation des banques finançant la dette de GSS, qui est la société propriétaire des navires, détenue à part égale par CGG et Eidesvik Offshore ASA.

La finalisation de la transaction est soumise à l'approbation des autorités compétentes, à la consultation des instances représentatives du personnel ainsi qu'aux conditions suspensives standards.

Les accords incluent notamment un engagement d'utilisation par CGG pendant cinq ans d'un minimum annuel de deux années-navires. Cet accord sur la capacité des navires assure le développement stratégique des futurs projets multi-clients de CGG grâce à l'accès à la flotte mondiale de 21 navires 3D haut de gamme et OBS de Shearwater qui opérera après cette transaction, une flotte de 23 navires, dont trois navires OBS MPVs (Multi Purpose Vessel) et deux navires sources.

En même temps, cet accord garantit à Shearwater un flux de trésorerie et un niveau d'activité minimum ; soit pour les deux entreprises une meilleure visibilité commerciale et des projets de développements plus solides. L'opération d'apport d'actifs de la flotte de navires inclut les 5 navires de haut de gamme de la flotte CGG ainsi que deux navires anciens. Les engagements financiers afférents à ces navires seront transférés à Shearwater à la clôture de l'accord. Shearwater prendra également possession de cinq jeux complets de streamers de CGG.

NOTE 3 – CREANCES ET COMPTES RATTACHES

En 2019, le Groupe a bénéficié d'un programme d'affacturage inversé initié par l'un de ses clients. Au 30 juin 2019, le montant total des créances commerciales transférées s'élevait à 9,8 millions de dollars US. Les principaux risques conservés par le Groupe sont le risque de non-paiement pour une période de 60 jours et le risque de litige commercial, lesquels ont été historiquement bas au regard des créances transférées. En conséquence, le Groupe a constaté un montant s'élevant à 1,0 millions de dollars US correspondant à son implication continue dans les actifs transférés. Les coûts relatifs reconnus en résultat d'exploitation sont non significatifs.

NOTE 4- ANALYSE PAR SEGMENT ET ZONE GEOGRAPHIQUE

Organisation du Groupe

Plan stratégique, présentation des segments et activités abandonnées

Le Groupe est organisé en quatre segments (i) Acquisition de Données Contractuelles, (ii) Géologie, Géophysique et Réservoir (« GGR »), (iii) Équipement et (iv) Ressources Non-Opérées (« NOR »).

En novembre 2018, lors de son « Capital Market Day », le Groupe a annoncé son nouveau plan stratégique « Asset-light » passant par la réduction de son exposition aux activités d'acquisition de données. *Pour plus d'informations, se référer à la note 2 des états financiers consolidés du Document de Référence 2018.*

Suite à ces annonces et aux actions conduites ultérieurement, le segment Acquisition de Données Contractuelles et une partie du segment Ressources Non-Opérées sont présentés en activité abandonnée dans le compte de résultat et actif détenu en vue de la vente et passifs associés au bilan conformément à IFRS 5. Cette présentation s'est appliquée pour la première fois à l'exercice clos au 31 décembre 2018. L'analyse présentée dans cette note est fondée sur cette nouvelle présentation.

Les coûts liés à la mise en œuvre du plan stratégique décrit ci-dessus (appelé « Plan CGG 2021 ») sont comptabilisés dans les activités d'acquisition concernées.

Description des segments

L'information financière par secteur est présentée conformément au système de reporting interne du Groupe et fournit une information de la segmentation interne qui est utilisée par le management pour gérer et mesurer la performance. Un résumé de nos segments est présenté ci-dessous.

Activités poursuivies :

- **GGR**

Ce segment opérationnel regroupe les activités Géoscience (services de traitement, d'imagerie et d'interprétation de données et d'études de réservoir pour des tiers, conseil géophysique et solutions logiciels sismiques et solutions de gestion de données géologiques) et Données Multi-clients (développement et gestion d'une bibliothèque d'études sismiques et géologiques que le Groupe réalise et vend à plusieurs clients sur une base non-exclusive). Ces deux activités opérationnelles combinent souvent leurs offres commerciales générant ainsi des synergies entre leurs activités respectives.

- **Équipement**

Ce segment opérationnel est en charge de la conception, de la fabrication et de la commercialisation des matériels et des équipements sismiques d'acquisition de données, pour les activités d'acquisition terrestre et marine. Cette activité est opérée au travers du sous-groupe Sercel.

Activités abandonnées :

- **Acquisition de Données contractuelles**

Ce segment opérationnel regroupe les activités suivantes :

- Acquisition Marine : services d'acquisition de données sismiques marine menés pour le compte d'un client spécifique ; et
- Acquisition Terrestre et Multi-Physique : autres services d'acquisition de données sismiques menés par le Groupe pour le compte d'un client spécifique.

- **NOR**

Le Groupe a lancé un plan de transformation industrielle au premier trimestre 2014 pour répondre à la cyclicité du marché sismique. Alors que les conditions de marché se sont encore détériorées, de nouvelles mesures d'adaptation ont été mises en œuvre, consistant notamment en la réduction de la flotte marine à cinq navires 3D de grande capacité. En conséquence, une partie des actifs possédés n'a pas été opérée pendant une certaine période. En avril 2017, lors de la mise en place du nouveau régime de propriété de la flotte, les navires non-opérés et leurs coûts associés (incluant notamment les coûts de « cold-stacking ») ont été transférés à Global Seismic Shipping AS (« GSS »), société dans laquelle le Groupe détient une participation de 50 % comptabilisée en mise en équivalence. Les coûts des ressources non-opérées des activités d'acquisition, ainsi que les coûts du Plan de Transformation y afférents, sont reportés dans la partie activités abandonnées de ce segment. Les capitaux employés comprennent principalement la participation dans GSS transférée dans les actifs détenus en vue de la vente et les provisions résiduelles relatives au Plan de Transformation.

Indicateurs de performance

En complément du résultat d'exploitation, le résultat avant charges d'intérêts et d'impôts (« EBIT ») peut être utilisé comme un indicateur de performance pour les secteurs par le management en raison d'une part significative de nos activités gérées au travers de nos sociétés mises en équivalence.

L'EBIT correspond au résultat d'exploitation, plus le résultat des sociétés mises en équivalence.

L'EBITDAS est défini comme le résultat net avant charges financières, impôts, résultat des sociétés mises en équivalence, dépréciations, amortissements nets de ceux capitalisés dans la librairie multi-clients, et coût des paiements en actions aux salariés et dirigeants. Le coût des paiements en actions inclut le coût des stock-options et des attributions d'actions gratuites sous conditions de performance. L'EBITDAS est présenté comme une information complémentaire car c'est un agrégat utilisé par certains investisseurs pour déterminer les flux liés à l'exploitation et la capacité à rembourser le service de la dette et à financer les investissements nécessaires.

Les ventes internes analytiques entre les secteurs d'activité sont effectuées aux prix du marché. Elles correspondent principalement à des ventes de matériels effectuées par le secteur Équipement pour les secteurs Acquisition de Données Contractuelles. Ces revenus intersecteurs et le résultat opérationnel en découlant sont éliminés en consolidation et présentés dans la colonne « Éliminations et autres ».

Le résultat d'exploitation et l'EBIT incluent des éléments exceptionnels qui sont mentionnés s'ils sont significatifs. Les frais de siège qui couvrent principalement les activités de direction, de financement et d'administration juridique et fiscale sont inclus dans la colonne « Éliminations et autres » dans les tableaux qui suivent. Le Groupe ne présente pas d'éléments du résultat financier par segment dans la mesure où ces indicateurs sont suivis au niveau du Groupe.

Les actifs identifiables sont ceux utilisés dans l'activité de chaque segment. Les actifs non affectés aux activités et ceux du siège sont relatifs aux « Participations et autres immobilisations financières » et « Trésorerie et équivalents de trésorerie » dans les états de situation financière consolidés. Le Groupe ne présente pas ces actifs par zone géographique.

Les capitaux employés représentent le total des actifs hors « Trésorerie et équivalents de trésorerie », moins (i) les « Passifs courants » hors « Concours bancaires » et « Dettes financières court terme » et (ii) les passifs non courants hors « Dettes financières ».

Les tableaux ci-après présentent le chiffre d'affaires, le résultat d'exploitation, EBITDA et l'EBIT par segment.

Les données par segment sont avant ajustement IFRS 15, Plan de Transformation et Restructuration financière.

Analyse par segment

Pour le semestre clos le 30 juin 2019							
En millions de dollars US sauf pour les actifs et les capitaux employés (en milliards de dollars US)	GGR	Equipement	Eliminations et Autres	Données des activités	Ajustements IFRS 15	Plan de Transformation / Restructuration Financière	Total Consolidé / Données Publiques
Chiffre d'affaires tiers	400,5	222,2	–	622,7	(16,0)	–	606,7
Chiffre d'affaires inter-secteur ⁽¹⁾	–	6,0	(6,0)	–	–	–	–
Chiffre d'affaires total	400,5	228,2	(6,0)	622,7	(16,0)	–	606,7
Dotation aux amortissements (hors multi-clients)	(49,1)	(15,7)	(0,3)	(65,1)	–	–	(65,1)
Dotation aux amortissements multi-clients	(162,6)	–	–	(162,6)	23,4	–	(139,2)
Résultat d'exploitation ⁽²⁾	44,9	34,7	(15,9)	63,7	7,5	–	71,2
EBITDAS	254,0	50,5	(14,6)	289,9	(15,9)	–	274,0
Résultat des sociétés mises en équivalence	0,1	–	–	0,1	–	–	0,1
Résultat avant intérêts et taxes ⁽²⁾	44,9	34,7	(15,8)	63,8	7,5	–	71,3
Acquisition d'immobilisations (hors multi-clients) ⁽³⁾	26,2	9,3	0,9	36,4	–	–	36,4
Investissement en trésorerie dans les études multi-clients, nettes de trésorerie	95,8	–	–	95,8	–	–	95,8
Capitaux employés ⁽⁴⁾	2,0	0,6	(0,2)	2,4	–	–	2,4
Total Actif ⁽⁴⁾	2,2	0,7	0,7	3,6	–	–	3,6

(1) Correspond aux ventes d'équipement au segment Acquisition de Données Contractuelles qui est classé dans les activités abandonnées.

(2) La colonne « Éliminations et autres » correspond aux frais de siège.

(3) Les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles comprennent des coûts de développement capitalisés de (16,4) millions de dollars US pour l'exercice clos le 30 juin 2019. La colonne « Éliminations et autres » correspond à la variation des fournisseurs d'immobilisations.

(4) Les capitaux employés et actifs relatifs aux activités abandonnées sont compris dans la colonne « Éliminations et autres ».

Pour le semestre clos le 30 juin 2018 (retraité)							
En millions de dollars US sauf pour les actifs et les capitaux employés (en milliards de dollars US)	GGR	Equipement	Eliminations et Autres	Données des activités	Ajustements IFRS 15	Plan de Transformation / Restructuration Financière	Total Consolidé / Données Publiques
Chiffre d'affaires tiers	388,4	119,9	–	508,3	(72,7)	–	435,6
Chiffre d'affaires inter-secteur ⁽¹⁾	–	28,7	(28,7)	–	–	–	–
Chiffre d'affaires total	388,4	148,6	(28,7)	508,3	(72,7)	–	435,6
Dotation aux amortissements (hors multi-clients)	(37,7)	(14,8)	(0,2)	(52,7)	–	–	(52,7)
Dotation aux amortissements multi-clients	(83,8)	–	–	(83,8)	51,8	–	(32,0)
Résultat d'exploitation ⁽²⁾	102,5	(8,9)	(21,9)	71,7	(20,9)	(17,0)	33,8
EBITDAS	213,7	6,0	(21,8)	197,9	(72,7)	(17,0)	108,2
Résultat des sociétés mises en équivalence	(0,8)	–	–	(0,8)	–	–	(0,8)
Résultat avant intérêts et taxes ⁽²⁾	101,7	(8,9)	(21,9)	70,9	(20,9)	(17,0)	33,0
Acquisition d'immobilisations (hors multi-clients) ⁽³⁾	29,6	11,2	(0,5)	40,3	–	–	40,3
Investissement en trésorerie dans les études multi-clients, nettes de trésorerie	116,2	–	–	116,2	–	–	116,2
Capitaux employés ⁽⁴⁾	2,3	0,6	0,3	3,2	–	–	3,2
Total Actif ⁽⁴⁾	2,6	0,6	0,6	3,8	0,1	–	3,9

(1) Correspond aux ventes d'équipement au segment Acquisition de Données Contractuelles qui est classé dans les activités abandonnées.

(2) La colonne « Eliminations et Autres » inclut des frais de siège d'un montant de (18,3) millions de dollars US et des éliminations inter-secteurs pour (3,6) millions de dollars US.

(3) Les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles comprennent des coûts de développement capitalisés de (16,1) millions de dollars US pour l'exercice clos le 30 juin 2018. La colonne « Éliminations et autres » correspond à la variation des fournisseurs d'immobilisations.

(4) Les capitaux employés et actifs relatifs aux activités abandonnées sont compris dans la colonne « Éliminations et autres ».

Le tableau ci-après détaille les principales sources du chiffre d'affaires au 30 juin 2019 :

En millions de dollars US	Pour le semestre clos le 30 juin 2019		
	GGR	Équipement	Total Consolidé
<i>Multi-clients préfinancements</i>	91,4	—	91,4
<i>Multi-clients après-ventes</i>	124,7	—	124,7
Total Multi-clients	216,1	—	216,1
Géoscience	184,4	—	184,4
<i>Équipement, équipements terrestres</i>	—	174,3	174,3
<i>Équipement, équipements marines</i>	—	31,6	31,6
<i>Équipement, outils de puits</i>	—	13,8	13,8
<i>Équipement, hors secteur pétrolier</i>	—	8,5	8,5
Total Équipement	—	228,2	228,2
Chiffre d'affaires inter-secteur	—	(6,0)	(6,0)
Chiffre d'affaires total avant l'impact IFRS 15	400,5	222,2	622,7
Impact d'IFRS 15 sur les préfinancements	(16,0)	—	(16,0)
Chiffre d'affaires total Groupe publié	384,5	222,2	606,7

NOTE 5 – PLAN D'OPTIONS

Plan d'options

Nouveaux plans d'attribution de stock-options et d'actions gratuites soumises à conditions de performance

Le Conseil d'administration du 27 juin 2019 a décidé d'attribuer :

- 360 000 options de souscription d'actions au Directeur Général. Le prix d'exercice desdites options est de 1,52€. Les droits aux dites options sont acquis en une fois, en juin 2022 sous réserve de la réalisation d'une condition de performance liée à l'évolution du cours de bourse de l'action CGG. Les options ont une durée de 8 ans.
- 851 330 options de souscription d'actions aux membres du Comité de Direction. Le prix d'exercice desdites options est de 1,52€. Les droits aux dites options sont acquis en deux fois, en juin 2021 (à hauteur de 50% des options attribuées) et en juin 2022 (à hauteur de 50% des options attribuées), sous réserve de la réalisation d'une condition de performance liée à l'évolution du cours de bourse de l'action CGG. Les options ont une durée de 8 ans.
- 1 027 190 options de souscription d'actions à certains salariés du Groupe. Le prix d'exercice desdites options est de 1,52€. Les droits aux dites options sont acquis en deux fois, en juin 2021 (à hauteur de 50% des options attribuées) et en juin 2022 (à hauteur de 50% des options attribuées). Les options ont une durée de 8 ans.
- 220 000 actions gratuites au Directeur Général soumises à conditions de performance. Ces actions gratuites soumises condition de performance seront acquises en une tranche, en juin 2022. La période d'acquisition est fixée à la plus tardive des deux dates suivantes : le 27 juin 2022 ou à la date de l'Assemblée générale des actionnaires d'approbation des comptes 2021, et après constatation par le Conseil d'Administration de la réalisation des conditions de performance.
- 518 660 actions gratuites aux membres du Comité de Direction et 1 269 060 actions gratuites soumises à conditions de performance à certains salariés du Groupe. Ces actions gratuites soumises à conditions de performance seront acquises en deux tranches, 50% en juin 2021 et 50% en juin 2022. La période d'acquisition de la première tranche est fixée à la plus tardive des deux dates suivantes : le 27 juin 2021 ou à la date de l'Assemblée générale des actionnaires d'approbation des comptes 2020, et après constatation par le Conseil d'Administration de la réalisation des conditions de performance. La période d'acquisition de la seconde tranche est fixée à la plus tardive des deux dates suivantes : le 27 juin 2022 ou à la date de l'Assemblée générale des actionnaires d'approbation des comptes 2021, et après constatation par le Conseil d'Administration de la réalisation des conditions de performance.

Les principales hypothèses pour évaluer ce nouveau plan d'attribution de stock-options sont les suivantes :

- Cours de CGG au 27 juin 2019: 1,64€
- volatilité sur 2 ans : 55,52%
- volatilité sur 3 ans : 57,82%
- taux sans risque : 0,00%

NOTE 6 – CONTRATS DE LOCATION

Dans le cadre de l'application de la norme IFRS 16, le Groupe comptabilise des actifs liés au droit d'utilisation pour environ 146 millions de dollars US (après dépréciations) et un passif de location actualisé de 154 millions de dollars US au 1^{er} janvier 2019. Pour plus d'information, se référer à la note 1.1 « Principes comptables – IFRS 16 Contrats de location applicable à partir du 1^{er} janvier 2019 ».

Les charges liées aux contrats de location sont présentées comme suit dans le compte de résultat du premier semestre 2019:

En millions de dollars US	30 juin 2019
Charges liées aux contrats de location dans le périmètre d'IFRS 16 :	
Amortissement des actifs liés au droit d'utilisation	(20,8)
Amortissement des actifs liés au droit d'utilisation précédemment comptabilisé comme du crédit-bail	(1,4)
Charges d'intérêts liées aux contrats de locations	(5,1)
Charges d'intérêts liées aux contrats de locations précédemment comptabilisé comme du crédit-bail	(1,1)
Total amortissements et charges d'intérêts liées aux contrats de location dans le périmètre IFRS 16	(28,4)

Le tableau ci-dessus n'inclut pas les revenus de sous-location car ils ne sont pas significatifs. Les frais de location liés aux actifs destinés à la vente ne sont également pas inclus.

Les contrats de location sont présentés comme suit dans le bilan au 30 juin 2019 :

En millions de dollars US	1 ^{er} janvier 2019	30 juin 2019
Actifs		
Actifs non-courants		
Droit d'utilisation lié aux Bureaux/Bâtiments	189,0	176,3
Bâtiment précédemment comptabilisé comme du crédit-bail	66,8	65,3
Autres bureaux/bâtiments ⁽¹⁾	122,2	111,0
Machines & Equipements	23,5	23,1
Total des actifs liés au droit d'utilisation (net)	212,5	199,4

(1) Le solde « Autres bureaux/bâtiments » au 1^{er} janvier 2019 inclut une dépréciation de 8,6 millions de dollars US.

Passif et Capitaux propres	1 ^{er} janvier 2019	30 juin 2019
Provisions et passifs non-courants		
Dettes de location	162,6	147,3
Provisions et passifs courants		
Dettes de location	41,7	42,1
Total des dettes de location	204,3	189,4

Sur les 6 mois clos le 30 juin 2019, le groupe s'est engagé dans des contrats de location représentant un droit d'utilisation de 9,2 millions de dollars US.

Information complémentaire relative aux flux de trésorerie :

En millions de dollars US	30 juin 2019
Locations relatives aux Bureaux/Bâtiments	18,7
Bâtiment précédemment comptabilisé comme du crédit-bail	2,6
Autres bureaux/bâtiments	16,1
Locations relatives aux Machines & Equipements	10,0
Total des flux de trésorerie liés aux contrats de location (financement)	28,7

NOTE 7 – ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Néant

REVUE OPERATIONNELLE ET FINANCIERE

Organisation du Groupe

Plan stratégique, présentation des segments et activités abandonnées

Le Groupe est organisé en quatre segments (i) Acquisition de Données Contractuelles, (ii) Géologie, Géophysique et Réservoir (« GGR »), (iii) Équipement et (iv) Ressources Non-Opérées.

En novembre 2018, lors de son « Capital Market Day », le Groupe a annoncé son nouveau plan stratégique « Asset-light » passant par la réduction de son exposition aux activités d'acquisition de données. *Pour plus d'informations, se référer à la note 2 des états financiers consolidés du Document de Référence 2018.*

Suite à ces annonces et aux actions conduites ultérieurement, le segment Acquisition de Données Contractuelles et une partie du segment Ressources Non-Opérées sont présentés en activités abandonnées dans le compte de résultat et en actifs détenus en vue de la vente et passifs liés au bilan conformément à IFRS 5. Cette présentation s'est appliquée pour la première fois à l'exercice clos au 31 décembre 2018. L'analyse présentée dans cette revue opérationnelle et financière est fondée sur cette nouvelle présentation.

Les coûts liés à la mise en œuvre du plan stratégique décrit ci-dessus (appelé « Plan CGG 2021 ») sont comptabilisés dans les activités d'acquisition concernées.

Description des segments

L'information financière par secteur est présentée conformément au système de reporting interne du Groupe et fournit une information de la segmentation interne qui est utilisée par le management pour gérer et mesurer la performance. Un résumé de nos segments est présenté ci-dessous.

Activités poursuivies :

- **GGR**

Ce segment opérationnel regroupe les activités Géoscience (services de traitement, d'imagerie et d'interprétation de données et d'études de réservoir pour des tiers, conseil géophysique et solutions logiciels sismiques et solutions de gestion de données géologiques) et Données Multi-clients (développement et gestion d'une bibliothèque d'études sismiques et géologiques que le Groupe réalise et vend à plusieurs clients sur une base non-exclusive). Ces deux activités opérationnelles combinent souvent leurs offres commerciales générant ainsi des synergies entre leurs activités respectives.

- **Equipement**

Ce segment opérationnel est en charge de la conception, de la fabrication et de la commercialisation des matériels et des équipements sismiques d'acquisition de données, pour les activités d'acquisition terrestre et marine. Cette activité est opérée au travers du sous-groupe Sercel.

Activités abandonnées :

- **Acquisition de Données Contractuelles**

Ce segment opérationnel regroupe les activités suivantes :

- Acquisition Marine : services d'acquisition de données sismiques marine menés pour le compte d'un client spécifique ; et
- Acquisition Terrestre et Multi-Physique : autres services d'acquisition de données sismiques menés par le Groupe pour le compte d'un client spécifique.

- **NOR**

Le Groupe a lancé un plan de transformation industrielle au premier trimestre 2014 pour répondre à la cyclicité du marché sismique. Alors que les conditions de marché se sont encore détériorées, de nouvelles mesures d'adaptation ont été mises en œuvre, consistant notamment en la réduction de la flotte marine à cinq navires 3D de grande capacité. En conséquence, une partie des actifs possédés n'a pas été opérée pendant une certaine période. En avril 2017, lors de la mise en place du nouveau régime de propriété de la flotte, les navires non-opérés et leurs coûts associés (incluant notamment les coûts de « cold-stacking ») ont été transférés à Global Seismic Shipping AS (« GSS »), société dans laquelle le Groupe détient une participation de 50 % comptabilisée en mise en équivalence. Les coûts des ressources non-opérées des activités d'acquisition, ainsi que les coûts du Plan de Transformation y afférents, sont reportés dans la partie activités abandonnées de ce segment. Les capitaux employés comprennent principalement la participation dans GSS transférée dans les actifs détenus en vue de la vente et les provisions résiduelles relatives au Plan de Transformation.

Facteurs affectant les résultats des opérations

Les résultats d'exploitation du Groupe sont généralement affectés par une variété de facteurs, dont certains sont décrits ci-dessous et d'autres sont détaillés dans le paragraphe 1.3 « Principales activités du Groupe » et 2.1 « Facteurs de risque » du Document de Référence 2018.

Coûts fixes, Plan de Transformation et redimensionnement de la flotte

Le Groupe a des coûts fixes élevés et ses activités d'acquisition de données requièrent des capitaux importants et des engagements long-terme. Comme expliqué ci-dessous, le Groupe a pris des mesures pour réduire ses coûts dans le passé, et la stratégie actuelle prévoit la transition vers un modèle faiblement capitalistique (« Asset-light ») avec une exposition réduite aux activités d'acquisition de données.

Afin de réduire la base de coûts fixes dans un environnement de marché difficile, la flotte sismique opérée a fait l'objet de mesures d'adaptation drastiques dans le cadre du Plan de Transformation, passant de dix-huit navires en 2014 à cinq navires 3D de grande capacité fin 2016, principalement dédiée à des programmes multi-clients.

Au début de l'année 2017, le Groupe a mis en œuvre des mesures complémentaires visant à réduire l'exposition marine et améliorer la compétitivité de la flotte opérée. Le Groupe a d'abord conclu plusieurs accords pour réduire de manière substantielle les montants dus en vertu des contrats d'affrètement de certains navires à l'arrêt et d'un navire sismique actif. Le Groupe a ensuite mis en œuvre un nouveau régime de propriété de sa flotte, permettant d'accéder à des navires haut de gamme à des taux journaliers significativement réduits, en ligne avec les conditions de marché actuelles, et d'externaliser les coûts de « cold-stacking ». Les navires non exploités et leurs coûts connexes ont été transférés à GSS.

En raison de la surcapacité structurelle marine maintenant les prix sous pression, le Groupe a annoncé en novembre 2018 une réduction supplémentaire de la flotte qui passera à trois navires en 2019 et la recherche d'un partenariat stratégique afin de ne plus opérer de navires sismiques. En juin 2019, CGG a signé un accord de principe ferme avec Shearwater GeoServices Holding AS (Shearwater) en vue d'un partenariat stratégique dans les navires de haut de gamme et la création d'un leader mondial dans la technologie des streamers.

Au 30 juin 2019, la flotte sismique opérée est constituée de quatre navires 3D de grande capacité.

Pour plus d'information sur le partenariat stratégique, se référer à la note 2 de notre rapport financier du 1^{er} semestre 2019.

Pour plus d'informations sur l'activité d'acquisition marine, se référer au paragraphe 1.3.3.1 « Acquisition Marine » et à la note 2 des états financiers consolidés du Document de Référence 2018.

Dépréciation, perte de valeur et charges de restructuration

Le Groupe a subi par le passé et pourra subir dans le futur des pertes de valeur dès lors que des événements ou des changements de circonstances peuvent réduire la juste valeur d'un actif en dessous de sa valeur nette comptable. Le Groupe peut également avoir à procéder à des dévaluations d'actifs et à supporter des charges non récurrentes ou de restructuration.

Dans les activités poursuivies, les dépréciations, pertes de valeur et charges de restructuration se sont élevées à 288 millions de dollars US en 2018, comprenant :

- 240 millions de dollars US de pertes de valeur (dont 197 millions de dollars US relatifs à la librairie de données StagSeis dans le golfe du Mexique) ;
- 30 millions de dollars US de provision pour dépréciation de stock Sercel ; et
- 18 millions de dollars US de coûts liés au Plan de Transformation et à la restructuration financière.

Dans les activités abandonnées, les dépréciations, pertes de valeurs et charges de restructuration nettes de plus-values de cession d'actifs liées au Plan de Transformation se sont élevées à 27 millions de dollars US en 2018 (principalement des coûts de licenciement). Dans le cadre du « Plan CGG 2021 », en 2018, le Groupe a reconnu 402 millions de dollars US de coûts de restructuration en résultat d'exploitation, incluant :

- 139 millions de dollars US de dépréciations et perte de valeur d'actifs ;
- 126 millions de dollars US de provisions pour contrats déficitaires liées à la réduction de la flotte en opération de cinq à trois navires ; et
- 137 millions de dollars US de provisions additionnelles, afférentes principalement aux coûts de licenciement

Au cours du premier semestre 2019, dans le cadre du « Plan CGG 2021 » et dans les activités abandonnées, le Groupe a reconnu 94 millions de dollars US de dépréciations générées par la réévaluation à la juste valeur moins les coûts de vente de nos groupes destinés à être cédés liés à nos participations (charge de 59 millions de dollars US), liés à la Marine (charge de 45 millions de dollars US) et à Multi-Physique (gain de 10 millions de dollars US).

Les multiples regroupements d'entreprises opérés dans le passé par le Groupe ont conduit à la comptabilisation au bilan, comme actifs incorporels, d'écarts d'acquisition très substantiels. Ceux-ci s'élèvent à 1 229 millions de dollars US au 30 juin 2019, identiques au 31 décembre 2018. Ces écarts d'acquisition ont été affectés à des unités génératrices de trésorerie (décrites à la

note 11 des états financiers consolidés annuels de 2018) dont la valeur recouvrable est estimée à chaque clôture. A chaque clôture de comptes, s'il est anticipé que la valeur recouvrable d'une unité génératrice de trésorerie donnée sera inférieure à celle de ses capitaux employés figurant au bilan, le Groupe peut être amené à constater une dépréciation de la valeur de tel ou tel actif et/ou une dépréciation partielle ou totale des écarts d'acquisition.

Pour plus d'informations, se référer aux notes 5, 11 et 22 des états financiers consolidés du Document de Référence 2018.

Principaux principes comptables

L'analyse opérationnelle et financière et les perspectives décrites ci-après doivent être lues conjointement avec les états financiers annuels consolidés et les notes y afférentes inclus dans le présent rapport annuel et avec les états financiers intermédiaires consolidés et les notes y afférentes inclus dans ce rapport, qui ont été préparés conformément aux normes comptables internationales International Financial Reporting Standards (« IFRS ») et à ses interprétations publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), adoptées par l'Union Européenne et applicable au 30 juin 2019.

Application d'IFRS 15

CGG applique la norme IFRS 15 depuis le 1^{er} janvier 2018 avec une application rétrospective limitée. Le seul changement comparé à la méthode historique du Groupe est lié à la reconnaissance du chiffre d'affaires pour les études multi-clients préfinancées. Ce chiffre d'affaires lié aux préfinancements est reconnu à la livraison des données finales traitées alors qu'il était historiquement reconnu à l'avancement sur la durée de réalisation du contrat. Pour les besoins du reporting interne, CGG continue d'utiliser la méthode historique, avec un chiffre d'affaires lié aux préfinancements comptabilisés selon la méthode de l'avancement.

Dans ce contexte, CGG, comme d'autres groupes sismiques, présente une double approche de ses résultats comme suit :

- (i) un premier jeu de comptes (« données publiées ») où l'intégralité du revenu multi-clients des contrats des participants initiaux est reconnue à la livraison des données finales traitées, et
- (ii) un second jeu de comptes (« données des activités ») correspondant aux chiffres utilisés pour les besoins du reporting interne et produits avec la méthode historique du Groupe (méthode à l'avancement pour les revenus multi-clients des participants initiaux).

Pour plus d'information, se référer à la note 1.3 « Impacts des nouvelles normes — IFRS 15 produits des contrats avec les clients » et la note 19 « Chiffre d'affaires » des états financiers consolidés du Document de Référence 2018.

Changements d'estimation pour l'amortissement des études multi-clients

Étant donné que la majorité des ventes des études multi-clients sont réalisées au cours de la phase de préfinancement et des quatre années suivantes et afin d'harmoniser les pratiques de reporting avec les autres acteurs de l'industrie, le Groupe a décidé, à compter du 1^{er} octobre 2018, d'adopter un amortissement linéaire des études sur quatre ans après livraison. Ce traitement est conforme aux pratiques du secteur. L'amortissement se faisait auparavant sur la base de prévision de ventes (80 % du chiffre d'affaires dans la plupart des cas).

A partir du 1^{er} octobre 2018, le coût des ventes lié au préfinancement est calculé comme la différence entre le coût capitalisé d'une étude à la livraison et la juste valeur basée sur les ventes futures escomptées actualisées. La valeur nette comptable de l'étude à la livraison est égale aux ventes futures escomptées actualisées. Avant le 1^{er} octobre 2018, le coût des ventes lié au préfinancement correspondait à 80 % de ce préfinancement.

Pour plus d'information, se référer à la note 1.4 « Changements d'estimation pour l'amortissement des études multi-clients. » des états financiers consolidés du Document de Référence 2018.

Application d'IFRS 16

CGG applique la norme IFRS 16 depuis le 1^{er} janvier 2019 avec une application rétrospective limitée. Les changements comptables liés à l'adoption d'IFRS 16 sont reconnus comme un ajustement des réserves du bilan d'ouverture du 1^{er} janvier 2019, sans retraitement des périodes comparables.

Si le portefeuille de contrats de location et d'autres paramètres restent similaires au cours de l'année 2019 par rapport au 1^{er} janvier 2019, l'incidence d'IFRS 16 sur le résultat net des activités poursuivies en 2019 ne devrait pas être significative car l'augmentation des amortissements et des charges financières serait en grande partie compensée par la diminution des charges de location simple. De même, en 2019, les flux de trésorerie liés à l'exploitation provenant des activités poursuivies devraient augmenter d'environ 50 millions de dollars US alors que les flux de trésorerie liés au financement provenant des activités poursuivies devraient diminuer d'un montant similaire (le remboursement du principal des passifs liés aux contrats de location sera classé en tant que flux de trésorerie provenant des activités de financement alors que les paiements au titre des contrats de location simple étaient classés dans les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation).

Pour plus d'information, se référer à la note 1.1 « Principes comptables – IFRS 16 Contrats de location applicable à partir du 1er janvier 2019 » des états financiers intermédiaires consolidés.

Comparaison entre les six mois clos le 30 juin 2019 et les six mois clos le 30 juin 2018

Sauf indications contraires, les comparaisons effectuées dans cette partie sont faites entre les six mois clos le 30 juin 2019 et les six mois clos le 30 juin 2018. Les références à 2019 correspondent aux six mois clos le 30 juin 2019, et les références à 2018 correspondent aux six mois clos le 30 juin 2018.

Chiffre d'affaires

Le tableau ci-après présente le chiffre d'affaires consolidé par segment pour chacune des périodes présentées :

	Six mois clos le 30 juin						Hausse/(Baisse)	
	2019		2018 (retraité)				2019 vs. 2018	
	Données des activités	Ajustements IFRS 15	Données Publiées	Données des activités	Ajustements IFRS 15	Données Publiées	Données des activités	Données Publiées
En millions de dollar US								
Géoscience.....	184,3	—	184,3	193,5	—	193,5	(5)%	(5)%
Données Multi-clients.....	216,2	(16,0)	200,2	194,9	(72,7)	122,2	11%	64%
Chiffre d'affaires GGR.....	400,5	(16,0)	384,5	388,4	(72,7)	315,7	3%	22%
Chiffre d'affaires Equipement.....	228,2	—	228,2	148,6	—	148,6	54%	54%
Chiffre d'affaires éliminés et autres.....	(6,0)	—	(6,0)	(28,7)	—	(28,7)	—	—
Chiffre d'affaires consolidé.....	622,7	(16,0)	606,7	508,3	(72,7)	435,6	23%	39%

Les contributions respectives des segments du Groupe au chiffre d'affaires des activités sont de 64% pour GGR et de 36% pour Equipement.

GGR

Le chiffre d'affaires publié de notre segment GGR a augmenté de 22% à 385 millions de dollars US. Hors ajustements liés à IFRS15, le chiffre d'affaires du segment GGR a augmenté de 3% à 401 millions de dollars US en 2019 contre 388 millions de dollars US en 2018

Géoscience

Le chiffre d'affaires des activités Géoscience a diminué de 5% à 184 millions de dollars US en 2019 contre 194 millions de dollars US en 2018, résultant notamment de retards de projets et d'une focalisation accrue sur les opérations plus rentables. Les récentes attributions de contrats et d'autres signaux positifs du marché confirment la reprise de la croissance du chiffre d'affaires au second semestre 2019.

Données Multi-clients

Le chiffre d'affaires publié de l'activité Données Multi-clients en 2019 est en hausse de 64% par rapport à 2018. Contrairement à 2018 où aucune donnée finale n'a été livrée, en 2019 le Groupe a livré des données pour un montant de 75 millions de dollars US. Hors ajustements IFRS 15, le chiffre d'affaires lié aux activités multi-client est en hausse de 11% à 216 millions de dollars US.

Le chiffre d'affaires publié des préfinancements est de 75 millions de dollars US en 2019 alors que le groupe n'avait pas reconnu de chiffres d'affaires de préfinancements en 2018 en l'absence d'études livrées sur la période. Hors ajustements IFRS 15, ce chiffre d'affaires a augmenté de 25% passant de 73 millions de dollars US en 2018 à 91 millions de dollars US en 2019. Le taux de préfinancement est de 95% en 2019 contre 63% en 2018.

Le chiffre d'affaires des après-ventes multi-clients est de 125 millions de dollars US en 2019, en augmentation de 2% par rapport aux 122 millions de dollars US en 2018. Il reste solide dans les différentes régions, et tout particulièrement en Scandinavie durant le 2^{ème} trimestre.

Equipement

La production totale du segment Equipement (incluant les ventes internes et externes) est en hausse de 54 % à 228 millions de dollars US en 2019.

Les ventes internes ont représenté 3 % du chiffre d'affaires en 2019 contre 19% en 2018. Les ventes externes ont augmenté de 85% à 222 millions de dollars US en 2019 contre 120 millions de dollars US en 2018.

Les ventes d'équipements sismiques terrestres ont représenté 76% du chiffre d'affaires en 2019 contre 51% en 2018, soutenues en particulier par des livraisons au Moyen-Orient et en Afrique du Nord au 2^{ème} trimestre 2019, avec notamment la livraison de trois systèmes d'enregistrement 508^{XT}.

Les ventes d'équipements sismiques marines ont représenté 14% du chiffre d'affaires total en 2019 contre 36% en 2018 dans un marché de renouvellement toujours limité par les faibles investissements des compagnies sismiques marines.

Les ventes pour les outils de puits s'élevèrent à 14 millions de dollars US, avec une demande stable dans le domaine de l'« artificial lift » au cours du 2^{ème} trimestre.

Charges d'exploitation

Le tableau ci-après présente les charges d'exploitation pour chacune des périodes présentées :

	Six mois clos le 30 juin				Hausse/(Baisse)	
	2019		2018 (retraité)		2019 vs. 2018	
	Données des activités	Données Publiées	Données des activités	Données Publiées	Données des activités	Données Publiées
	En millions de dollar US					
Chiffre d'affaires	622,7	606,7	508,3	435,6	23%	39%
Charges d'exploitation	(485,9)	(462,5)	(363,4)	(311,6)	22%	39%
% chiffre d'affaires	(78)%	(76)%	(71)%	(72)%	—	—
Marge brute	137,2	144,6	145,6	124,7	(6)%	16%
% chiffre d'affaires	22%	24%	29%	29%	—	—
Recherche et Développement	(12,3)	(12,3)	(8,9)	(8,9)	38%	38%
% chiffre d'affaires	(2)%	(2)%	(2)%	(2)%	—	—
Dépenses commerciales et de marketing	(21,7)	(21,7)	(22,1)	(22,1)	(2)%	(2)%
% chiffre d'affaires	(4)%	(4)%	(4)%	(5)%	—	—
Dépenses administratives et générales	(37,2)	(37,2)	(42,6)	(42,6)	(13)%	(13)%
% chiffre d'affaires	(6)%	(6)%	(8)%	(10)%	—	—
Autres charges	(2,2)	(2,2)	(0,3)	(17,3)	633%	(87)%
Résultat d'exploitation	63,7	71,2	71,7	33,8	(11)%	111%
% chiffre d'affaires	10%	12%	14%	8%	—	—

Les dotations aux amortissements publiées des études multi-clients représentent 70% des revenus multi-clients publiés en 2019 contre 26% en 2018. Hors ajustements IFRS 15, les dotations aux amortissements des activités des études multi-clients représentent 75% des revenus des activités multi-clients en 2019 contre 43% en 2018. Cette augmentation vient principalement du changement d'estimation pour l'amortissement des études multi-clients et d'une répartition des ventes moins favorable.

Pour plus d'information, se référer à la note 1.4 « Changements d'estimation pour l'amortissement des études multi-clients. » du Document de Référence 2018.

Exprimé en pourcentage du chiffre d'affaire publié, les charges d'exploitation publiées ont augmenté à 76% en 2019 contre 72% en 2018. Hors ajustement IFRS 15, les charges d'exploitation des activités ont augmenté à 78% en 2019 contre 71% en 2018, principalement en raison de la croissance significative des activités manufacturières de notre segment Equipment et du changement d'estimation de l'amortissement des études multi-client comme évoqué précédemment.

L'augmentation de nos coûts de développement entre 2018 et 2019 s'explique principalement par la réduction du niveau de capitalisation des coûts de développement.

Les dépenses commerciales et de marketing, ainsi que les dépenses administratives et générales, ont diminué en 2019 comparé à 2018, en raison principalement des mesures de réduction des coûts et d'une évolution favorable des taux de change, avec un taux de 1,13 dollars US pour un euro en 2019 contre un taux de 1,21 dollars US en 2018.

Les autres charges d'exploitation nettes de 2 millions de dollars US en 2019 correspondent à divers frais de redimensionnement de sites. En 2018, les autres charges d'exploitation nettes incluaient principalement 15 millions de dollars US de frais et honoraires liés à la restructuration financière.

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation publié est de 71 millions de dollars US en 2019 suite aux éléments décrits précédemment, contre un gain de 34 millions de dollars US en 2018. Hors ajustement IFRS15, de l'impact du plan de transformation, de la restructuration financière et des provisions et dépréciations, le résultat opérationnel des activités est un gain de 64 millions de dollars US en 2019 contre un gain de 72 millions de dollars US en 2018.

Le résultat d'exploitation des activités du segment GGR est un gain de 45 millions de dollars US en 2019 contre un gain de 103 millions de dollars US en 2018, principalement en raison de l'impact du changement de méthode d'amortissement des études multi-clients.

Le résultat d'exploitation des activités du segment Equipment s'établit à 35 millions de dollars US en 2019, contre une perte de 9 millions de dollars US en 2018, en raison principalement de la forte augmentation du volume des ventes d'équipement

sismiques terrestres (avec notamment plus de livraisons de systèmes d'enregistrement 508^{XT}) permettant une meilleure absorption des coûts de production.

Sociétés mises en équivalence

Le résultat des sociétés mises en équivalence est nul en 2019, comparé à une perte de 1 million de dollars US en 2018.

Résultat financier et charges financières

Le coût net de l'endettement financier en 2019 est de 66 millions de dollars US comparé à 67 millions de dollars US en 2018.

Les autres produits et charges financiers sont un produit de 1 million de dollars US en 2019, contre un produit de 831 millions de dollars US en 2018, venant de l'impact fortement positif de la restructuration financière pour 771 millions de dollars US et de 11 millions de dollars US de coûts liés au refinancement des obligations de premier rang (prorata temporis).

Impôts

La charge d'impôts publiée s'élève à 6 millions de dollars US en 2019 à comparer à une charge de 24 millions de dollars US en 2018.

Résultat net des activités poursuivies

Le résultat net consolidé publié des activités poursuivies est à l'équilibre en 2019 contre un profit de 774 millions de dollars US en 2018, résultant de l'ensemble des facteurs présentés précédemment.

Résultat net des activités abandonnées

Le chiffre d'affaires de l'Acquisition de Données Contractuelles a augmenté de 8 % passant de 124 millions de dollars US en 2018 à 135 millions de dollars US en 2019.

Le résultat net des activités abandonnées publié est une perte de 129 millions de dollars US en 2019, comprenant 94 millions de dollars US de dépréciations générées par la réévaluation à la juste valeur moins les coûts de vente de nos groupes destinés à être cédés, contre une perte de 78 millions de dollars US en 2018.

Résultat net

Le résultat net consolidé publié est une perte de 128 millions de dollars US en 2019 contre un profit de 696 millions de dollars US en 2018.

Flux de trésorerie des activités poursuivies

Exploitation

Le tableau suivant présente une synthèse des flux nets publiés liés aux activités d'exploitation pour chaque période mentionnée.

	Six mois clos le 30 juin	
	2019	2018 (retraité)
	En millions de dollars US	
Flux de trésorerie net avant variation du besoin en fonds de roulement	261,8	74,2
Variation du besoin en fonds de roulement	66,5	47,1
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	328,3	121,3

Avant variation du besoin en fonds de roulement, la trésorerie nette générée par les opérations d'exploitation s'est élevée à 262 millions de dollars US en 2019, contre 74 millions de dollars US en 2018, principalement en raison de la performance des activités poursuivies dans un contexte de croissance significative du chiffre d'affaires. La variation du besoin en fonds de roulement a eu un impact positif sur les flux de trésorerie provenant de l'exploitation de 67 millions de dollars US en 2019, principalement en raison de la baisse des encours clients (avec l'encaissement sur la période des revenus élevés du quatrième trimestre 2018). L'impact de la variation du besoin en fonds de roulement a été positif de 47 millions de dollars US en 2018.

Investissement

Le tableau suivant présente une synthèse des opérations d'investissement pour chaque période mentionnée.

	Six mois clos le 30 juin	
	2019	2018 (retraité)
En millions de dollars US		
Flux net des opérations d'investissement	133,6	162,6
<i>Dont</i>		
<i>Investissements industriels</i>	20,0	24,2
<i>Coûts de développements capitalisés</i>	16,4	16,1
<i>Données multi-client</i>	95,8	116,2

Les investissements industriels comprennent le « lease pool » Sercel ainsi que les variations des fournisseurs d'immobilisation.

La diminution des investissements en données multi-clients est principalement due à des reports de projets. L'allocation de la flotte à l'acquisition multi-clients a été de 35% au cours des six premiers mois de 2019 contre 41% pour la période comparable de 2018. Durant le deuxième trimestre 2019, les investissements multi-clients étaient concentrés en offshore en Mer du Nord, dans les eaux américaines du Golfe du Mexique ou nous avons terminé la première étude multi-clients fond de mer (OBN) et au Brésil où nous avons débuté un programme de 15 000 km², et également onshore aux Etats-Unis.

Au 30 juin 2019, la valeur nette comptable de la bibliothèque d'études multi-clients publiée s'élève à 597 millions de dollars US contre 633 millions de dollars US au 31 décembre 2018. Hors ajustements IFRS 15, la valeur nette comptable de la bibliothèque d'études multi-clients des activités s'élève à 458 millions de dollars US au 30 juin 2019 contre 519 millions de dollars US au 31 décembre 2018.

Financement

Les flux de trésorerie consommés par les opérations de financement s'élèvent à 73 millions de dollars US pour les six mois clos le 30 juin 2019 contre une génération de 235 millions de dollars US pour les six mois clos le 30 juin 2018 en raison de la finalisation de la restructuration financière le 21 février 2018.

Flux net de trésorerie des activités abandonnées

Le tableau ci-après présente une synthèse du flux net de trésorerie des activités abandonnées pour chacune des périodes présentées :

	Six mois clos le 30 juin	
	2019	2018
En millions de dollars US		
Flux net de trésorerie des activités abandonnées	(114,7)	(48,4)

Les flux nets de trésorerie des activités abandonnées comprennent une variation négative significative du besoin en fonds de roulement pour 46 millions de dollars US.

Dette financière nette

La dette financière nette au 30 juin 2019 s'élève à 883 millions de dollars US contre 733 millions de dollars US au 31 décembre 2018. L'augmentation de la dette financière nette s'explique notamment par l'impact de la mise en application d'IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019 pour 154 millions de dollar US. Le ratio dette financière nette sur capitaux propres s'élève à 59 % au 30 juin 2019 contre 45% au 31 décembre 2018.

La dette financière brute comprend les concours bancaires, la part à court terme des dettes financières et les dettes financières à long terme. La dette financière nette correspond à la dette financière brute moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

La dette financière nette est présentée comme une information complémentaire car certains investisseurs estiment que présenter la dette nette des disponibilités fournit une meilleure appréciation du risque d'endettement financier. Toutefois, d'autres sociétés peuvent présenter leur dette nette différemment. La dette nette ne mesure pas la performance financière en IFRS et ne doit pas être considérée comme une alternative à d'autres mesures de performances présentées en IFRS.

Le tableau suivant présente les différents éléments constitutifs de la dette nette aux 30 juin 2019 et 31 décembre 2018 :

En millions de dollars US	30 juin 2019	31 décembre 2018
Concours bancaires	—	—
Dettes financières - Part court terme	54,5	17,8
Dettes financières – Part long terme	1 269,8	1 148,9
Dette financière brute	1 324,3	1 166,7
Moins trésorerie et équivalents de trésorerie	(441,2)	(434,1)
Dette financière nette	883,1	732,6

EBIT et EBITDAS (non audité)

L'EBIT est défini comme le résultat d'exploitation plus le résultat des sociétés mises en équivalence. L'EBIT peut être utilisé comme un indicateur de performance par le management, en complément du résultat d'exploitation, en raison d'une part significative de nos activités gérées au travers de nos sociétés mises en équivalence.

L'EBITDAS est défini comme le résultat net avant charges financières, taxes, résultat des sociétés mises en équivalence, dépréciations, amortissements nets de ceux capitalisés dans la librairie multi-clients, et coût des paiements en actions aux salariés et dirigeants. Le coût des paiements en actions inclut le coût des stock-options et des attributions d'actions gratuites sous conditions de performance. L'EBITDAS est présenté comme une information complémentaire car c'est un agrégat utilisé par certains investisseurs pour déterminer les flux liés à l'exploitation et la capacité à rembourser le service de la dette et à financer les investissements nécessaires.

D'autres sociétés peuvent présenter leur EBIT et EBITDAS différemment. L'EBIT et l'EBITDAS ne mesurent pas la performance financière en IFRS et ne doivent pas être considérés comme une alternative aux Flux de trésorerie provenant de l'exploitation, ni à d'autres mesures de liquidité, ni à une alternative au résultat net comme indicateur de notre performance opérationnelle ou d'autres mesures de performance présentées en IFRS.

Le tableau ci-après présente une réconciliation de l'EBITDAS et de l'EBIT avec le résultat net de l'ensemble consolidé provenant du compte de résultat, pour chaque période mentionnée :

	Six mois clos le 30 juin 2019			
	Données des activités	Plan de Transformation, provisions et pertes de valeur		Données Publiées
		Ajustements IFRS 15	Ajustements IFRS 15	
En millions de dollars US				
EBITDAS	289,9	—	(15,9)	274,0
Amortissements et dépréciations	(65,1)	—	—	(65,1)
Amortissements et dépréciations des études multi-clients	(162,6)	—	23,4	(139,2)
Amortissements et dépréciations capitalisés des études multi-clients	4,0	—	—	4,0
Coût des paiements en actions	(2,5)	—	—	(2,5)
Résultat d'exploitation	63,7	—	7,5	71,2
Résultat des sociétés mises en équivalence	0,1	—	—	0,1
EBIT	63,8	—	7,5	71,3
Coût de l'endettement financier net.....				(65,8)
Autres produits (charges) financiers				0,5
Total impôts sur les bénéfices				(5,6)
Résultat net de l'ensemble consolidé				0,4

Six mois clos le 30 juin 2018 (retraité)				
Données des activités	Plan de Transformation, provisions et pertes de valeur			Données Publiées
	Ajustements IFRS 15			
En millions de dollars US				
EBITDAS	197,9	(17,0)	(72,7)	108,2
Amortissements et dépréciations	(52,7)	—	—	(52,7)
Amortissements et dépréciations des études multi-clients	(83,8)	—	51,8	(32,0)
Amortissements et dépréciations capitalisés des études multi-clients	10,3	—	—	10,3
Coût des paiements en actions	—	—	—	—
Résultat d'exploitation	71,7	(17,0)	(20,9)	33,8
Résultat des sociétés mises en équivalence	(0,8)	—	—	(0,8)
EBIT	70,9	(17,0)	(20,9)	33,0
Coût de l'endettement financier net.....				(66,5)
Autres produits (charges) financiers.....				831,4
Total impôts sur les bénéfices				(23,9)
Résultat net de l'ensemble consolidé				774,0

Obligations contractuelles (non audité)

Le tableau suivant présente pour les exercices à venir les paiements futurs (non actualisés) relatifs aux obligations et engagements contractuels au 30 juin 2019 :

En millions de dollars US	Paiements dus par période				
	Moins d'un an	2-3 ans	4-5 ans	Après 5 ans	Total
Dettes financières (intérêts capitalisés inclus)	0,4	0,6	1 359,2	4,8	1 365,0
Autres obligations à long terme (intérêts)	84,1	176,4	126,3	—	386,8
Total Obligations liées à des dettes financières	84,5	177,0	1 485,5	4,8	1 751,8
Obligations issues des crédits-baux	7,4	14,8	0,1	—	22,3
Obligations issues des locations simples	81,4	130,2	116,2	127,7	455,5
- Contrats d'affrètement coque-nue des navires couverts par IFRS 16.....	36,0	72,0	72,0	100,0	280,0
- Autres obligations issues des locations simples couvertes par IFRS 16	45,4	58,2	44,2	27,7	175,5
Total Obligations contractuelles ^(a)	173,3	322,0	1 601,8	132,5	2 229,6

(a) Les paiements en devises sont convertis en dollar US au taux de change du 30 juin 2019.